

Sommaire / Summary

🌿 Algérie : le méga complexe textile de Relizanne	1
🌿 Asie : les salaires d'Asie rattrapent ceux du Maghreb ; et pourtant...	4
🌿 Bangladesh : améliorer la sécurité dans l'industrie textile	5
🌿 Bangladesh : RMG sector is in tough time	8
🌿 Bangladesh : apparel exports to India soar 66 %	10
🌿 Cambodia : sanctions won't stop Cambodia democratic collapse	12
🌿 China's efforts to upgrade domestic textile industry are symbolic of green progress	14
🌿 China : mapping the environmental impacts of China's textile industry	16
🌿 Chinese brands eye smart clothing market	20
🌿 Chine : C&A bientôt sous pavillon chinois ?	22
🌿 Egypte : projet de méga-cité industrielle textile pour un investissement de 2 milliards \$	24
🌿 Ethiopia : Chinese firm to build 220 mln USD textile plant	26
🌿 France : des grossistes chinois veulent faire de Marseille un « Aubervilliers du Sud »	27
🌿 France : pourquoi les Français dépensent moins pour s'habiller que tous les Européens ?	29
🌿 France : retour à la croissance des ventes de vêtements	32
🌿 Hong Kong : la plus grande entreprise textile au monde freine la robotisation	33
🌿 India, a favourable market for fashion retailers	36
🌿 India : textile body expresses concern over decline in CAGR in December	37
🌿 India : why industry experts say that textile export target of 45 bn is unachievable	38
🌿 Kenya : efforts to promote textile bearing fruit	41
🌿 Maroc : les industriels marocains remportent une victoire contre la concurrence turque	43
🌿 Maroc : le fast-fashion ibérique booste les exportations textiles marocaines en 2017	45
🌿 Maroc : la riposte du Maroc à l'invasion turque	48
🌿 Monde : Amazon, un miroir augmenté pour essayer les vêtements ?	50
🌿 Myanmar : how did sanctions impact Myanmar ?	52
🌿 Myanmar votes to increase minimum wage hike to stimulate apparel manufacturing	55
🌿 Sri Lanka : apparel export earning to shoot over US \$ 4.7bn in 2017	56
🌿 Tunisie : l'APII désigne les responsables des échecs pour le textile-habillement	57
🌿 Tunisie : FTTH : après le divorce, le temps des nouvelles ambitions	59
🌿 Tunisie : pour que le textile redevienne le 5 ^{ème} exportateur vers l'UE	62
🌿 Tunisie : sur 5 produits textiles vendus en Tunisie, un seul « made in Tunisia »	64
🌿 Vietnam : lack of orders shuts down many garment, textile firms in HCM City	66
🌿 Vietnam : VN garment sector eyes \$34bn exports	68
🌿 Vietnam : rosy outlook for Vietnam's garment trade	70
🌿 Vietnam : despite 2 nd fastest wage bump in Asia, workers barely make ends meet	72

Fruit d'un partenariat algéro-turc

Relizane se prépare à l'inauguration de son mégacomplexe de textile

Le 18.01.18 | 12h00



La première phase de l'investissement concernera la...

Implanté à Relizane, le méga-complexe textile entrera en production vers la fin de cette année.

Situé sur les abords de la RN90 et tout près de la pénétrante de Mostaganem, une double voie en cours de réalisation, le mégacomplexe intégré du textile est sans conteste le pôle le plus attractif du parc industriel créé au niveau de l'immense étendue dite Gaa, un périmètre dans la commune de Sidi Khettab, sis au nord du chef-lieu de la wilaya de Relizane et connu pour son taux de salinité élevé.

C'est en fait un investissement, conclu selon la règle des 51/49%, conduit par la société mixte algéro-turque Tayal, détenue par des actionnaires composés des entreprises publiques Confection et habillement (30%) et de Texalg (21%) pour la

partie algérienne. Les 49% restant du capital sont détenus par la société turque Intertay, filiale du groupe turc Taypa. «Nous sommes décidés à relever le défi de la concurrence, même si nous sommes très proches des capitales de la mode, comme Paris, Milan, Barcelone et autres», a affirmé, M. Toprak, le directeur du complexe. En effet, le climat régnant dans l'enceinte du site dénote de la rigueur et de la discipline. Rien n'est laissé au hasard.

Chaque mètre carré est exploité dans la rationalité et dans une harmonie parfaite entre le bâti et les espaces verts. «Nous avons pensé à tous les facteurs pouvant rehausser la rentabilité, dont le milieu environnant», a noté un cadre de l'entreprise réalisatrice, Astay. «Nous sommes au seuil de l'achèvement des travaux de la première phase qui s'étale sur une superficie de 100 hectares sur un total de 250 ha consacrés au complexe», a souligné ce cadre. Cette première phase concernera la réalisation d'un schéma de production intégré depuis l'achat de la matière première (coton et/ou autres composants de fibre) en passant par les différentes étapes, comme la filature, le tissage, la teinture, le finissage et la confection.

Pour la capacité de production annuelle durant cette phase en matière du textile, on apprend qu'il est question de 30 millions de mètres linéaires de tissu destinés à la confection des jeans, de 14 millions de mètres linéaires de tissu pour les chemises et 3200 tonnes d'étoffes de bonneterie. « Au volet de la confection, on prévoit d'atteindre annuellement 12 millions de pièces jeans, 6 millions de pièces chemises et 12 millions pièces pour la bonneterie. Cette performance sera produite par 10 000 employés qui seront progressivement recrutés, formés et perfectionnés dans l'enceinte même de l'usine », précise-t-on.

En parallèle des huit ateliers de production de cette première phase, les concepteurs du complexe ont également prévu des unités annexes. Ainsi, il est question d'une centrale d'énergie (électricité et vapeur) d'une puissance de 35 mégawatts. Les premiers tests de cette source d'énergie ont été concluants, selon les responsables. Les eaux usées de l'usine seront aussi traitées au niveau de la station d'épuration conçue pour traiter 10 000 m³/jour.

« Veiller sur l'environnement reste l'une de nos grandes préoccupations », a précisé un cadre d'Astay.

En plus d'un bloc administratif qui pourra accueillir 200 personnes et des sites d'hébergement pour pas moins de 2000 employés, le complexe est aussi doté d'un centre de formation pour 700 stagiaires pour chaque cycle. « Nous avons réuni tous les atouts pour booster la compétitivité», a souligné le directeur général qui précisera qu'à la finalisation du projet, 60% de la production seront destinés à l'exportation.

Ainsi, dans ce puzzle des usines qui émergent dans cette zone longtemps abandonnée, ce pôle industriel contribuera certainement au développement de l'économie nationale qui se projette dans la diversification.

Ce site industriel permettra aussi, par son modèle de production intégrée, de propulser l'Algérie au rang des pays ayant acquis une renommée en matière de textile et offrira aux produits «made in Algeria» toutes les opportunités d'accéder aux marchés internationaux. Supposé être le plus grand site de production du textile en Afrique et dans le bassin méditerranéen, cet investissement, dont le capital social s'élève à 23 milliards de dinars, sera aussi une référence pour la relance et la redynamisation du secteur du textile et de l'habillement en Algérie et l'entraînera dans le club des grands pays exportateurs du textile et du prêt-à-porter. Tels sont les grands objectifs de ce partenariat algéro-turc.

Ceci dit, les autorités locales, conscientes du caractère stratégique de ce complexe, ont mis les bouchées doubles pour sa réussite. «Nous avons accordé toutes les facilitations à cet investissement», a souligné Kharchi Abdelhalim, directeur de l'industrie et des mines de la wilaya de Relizane, qui a précisé que le complexe a bénéficié d'une autorisation pour la réalisation de quatre forages et a aussi profité d'une conduite de 20 kilomètres linéaires pour assurer l'acheminement des 10 millions litres/jour utiles pour son fonctionnement.

Ce mégaprojet pourra aussi, selon un cadre universitaire, inciter à la culture du coton dans la région. « Le grand besoin de cette usine en la matière ne pourra que pousser vers la renaissance de cette plante disparue de la nomenclature des agriculteurs depuis des années », a-t-il noté.

19 janvier 2018 – Jean-François Limantour

Les salaires dans le secteur textile : l'Asie rattrape le Maghreb ; et pourtant....

Au cours de ces dernières années, les salaires de plusieurs grands fournisseurs textiles asiatiques ont très fortement augmenté : ceux de Chine, bien sûr, mais aussi ceux de pays émergents ou en voie de développement : Vietnam, Cambodge, Inde, Myanmar, Sri Lanka..

Cette poussée salariale amène certains d'entre eux à avoir des salaires à un niveau proche, voire supérieur, à ceux du Maghreb.

Ainsi, en janvier 2018, le smic horaire du Cambodge est de 0,81 euro et celui du Vietnam (zone I) de 0,84 euro contre 0,80 euro en Tunisie ou 0,75 euro en Algérie. Le Maroc a encore un smic sensiblement supérieur (1,19 euro) mais l'écart avec l'Asie se réduit rapidement.

Il y a quelques années, le salaire d'une seule ouvrière marocaine ou tunisienne correspondait en moyenne à celui de 4 à 6 ouvrières cambodgiennes ou vietnamiennes !

Et pourtant ! La plupart de ces pays asiatiques font la course en tête à l'exportation d'habillement vers l'Union européenne en affichant des taux de croissance à deux chiffres alors que les exportateurs maghrébins sont à la peine.

Par exemple, le Cambodge est maintenant le 5^{ème} fournisseur d'habillement de l'UE et le Vietnam le 6^{ème}, ayant doublé le Maroc (7^{ème}) et la Tunisie (9^{ème}).

En clair, la compétitivité de ces pays ne semble pas être affectée par l'alourdissement de leurs coûts salariaux.

Pourquoi ? tout simplement parce que ce sont les tissus et non pas les salaires qui constituent l'élément principal du prix de la plupart des vêtements et que les prix des tissus peuvent varier du simple ou double selon qu'ils sont achetés en Asie ou dans l'espace euro-méditerranéen. A ceci s'ajoute les effets pervers d'une réglementation douanière européenne à deux vitesses, au détriment du Maghreb.

Par exemple, l'Union européenne permet à des pays comme le Cambodge, le Bangladesh ou le Myanmar d'exporter à droits nuls les vêtements qu'ils fabriquent, quelle que soit l'origine des tissus utilisés, alors que si la Tunisie ou le Maroc veulent utiliser des tissus d'origine extra-espace UE, ils paieront des droits de douane sur le prix total, valeur ajoutée comprise, des vêtements qu'ils fabriquent pour l'exportation vers les marchés européens.

Manifestement, on n'a pas encore compris (ou voulu comprendre) à Bruxelles que cette discrimination douanière injustifiée au détriment du Maghreb était une source de déséquilibre des relations économiques entre les deux rives de la Méditerranée et un facteur d'accélération de l'immigration vers l'Europe.



Bangladesh: Améliorer la sécurité dans l'industrie textile

Au Bangladesh, un programme de l'OIT aide les usines de confection à améliorer la sécurité et à limiter le risque d'une autre tragédie comme celle qui avait coûté la vie à plus de 1 100 personnes en 2013.

Reportage | 17 janvier 2018



DHAKA (OIT Infos) – Anwar Hossain, Directeur général de l'usine Towel Tex, affirme qu'il n'avait jamais entendu parler d'inspection du travail avant 2013 et l'effondrement du Rana Plaza, en périphérie de Dhaka – l'une des pires catastrophes industrielles de l'histoire récente.

La tragédie a provoqué le décès de 1 136 personnes et en a blessé beaucoup d'autres. Elle a aussi suscité une mobilisation au niveau national et international en vue d'améliorer la sécurité dans les usines de confection au Bangladesh, usines qui fournissent beaucoup de grandes marques de prêt-à-porter dans le monde. L'immeuble de 8 étages du Rana Plaza abritait cinq de ces usines.

Suite à la catastrophe, la priorité immédiate fut d'évaluer la sécurité des structures et la sécurité électrique et incendie de plus de 3 600 usines exportatrices de vêtements. Parmi elles, plus de 1 500 usines, y compris Towel Tex, ont été inspectées avec l'appui de l'Organisation internationale du Travail (OIT).

Conformément aux recommandations de l'inspection, l'usine a réalisé une série de changements: construction d'un mur séparant l'atelier de teinture de la chaufferie, élargissement des allées dans l'usine, installation d'éclairage aux sorties et élaboration d'un plan d'évacuation.

Anwar Hossain reconnaît aussi le rôle plus actif des inspecteurs du travail avec lesquels l'OIT a travaillé en étroite collaboration depuis la tragédie du Rana Plaza afin de renforcer leurs capacités et leur efficacité.

«Je n'avais même jamais entendu parler du Département des inspections des usines et établissements. Dorénavant, nous avons régulièrement des inspections surprises, quasiment une par trimestre», explique M. Hossain. Et cela, dit-il, contribue à renforcer la sécurité dans l'usine. «Nous voulons respecter les règles mais sans inspection on ne peut jamais être sûr de bien faire».

L'OIT avait rapidement répondu à la catastrophe du Rana Plaza en participant, avec le gouvernement, les organisations d'employeurs et de travailleurs, à l'élaboration d'un plan national d'action visant à améliorer la sécurité incendie et celle des bâtiments. En vue d'aider à la mise en œuvre du plan, l'OIT, avec le soutien du Canada, des Pays-Bas et du Royaume-Uni, a lancé le [Programme pour l'amélioration des conditions de travail dans le secteur du prêt-à-porter](#) en septembre 2013.

Plus jamais ça

Le principal objectif de ce programme est d'accroître la sécurité dans les usines afin que le pays ne connaisse plus jamais de tragédie comme l'effondrement du Rana Plaza.

La formation à la sécurité et la santé au travail (SST) est une composante importante du programme. Shahidul Islam, Responsable adjoint de la conformité du Groupe Masco – un gros fabricant de vêtements – affirme avoir beaucoup appris sur la sécurité chimique pendant la formation, un enjeu de taille compte tenu des centaines de produits chimiques qui sont utilisés au cours du processus de production et stockés dans les entrepôts des usines. «Après la formation, j'ai décidé d'apporter plusieurs changements. C'était beaucoup plus que le simple rangement d'un tas de bouteilles sur une étagère, cela a demandé beaucoup de travail. Mais nous avons réussi à le faire». En tant que maître de formation, formé dans le cadre du programme de l'OIT en collaboration avec la Fédération des employeurs du Bangladesh, M. Islam a ensuite formé des collègues qui à leur tour en ont formé d'autres. «Vous pouvez parler à n'importe lequel des employés ici, ils connaissent les questions de sécurité et les règles à suivre», affirme-t-il.

Le gouvernement a fait l'éloge du programme. «En soutenant le gouvernement, les employeurs ainsi que les organisations de travailleurs, ce sont les fondements de la sécurité au travail dans le secteur du prêt-à-porter qui ont été établis», a déclaré le ministre d'Etat du Travail et de l'Emploi, Muhammad Mujibul Haque.

Chowdhury Ashiqulalam, membre et secrétaire du Comité national de coordination pour l'éducation des travailleurs (NCCWE) a également reconnu l'intérêt de ce programme.

«La catastrophe du Rana Plaza nous a rappelé les dangers encourus par de nombreux travailleurs du secteur du prêt-à-porter au Bangladesh. Même si de réels progrès ont été accomplis ces dernières années pour améliorer la sécurité des usines et la sensibilisation des travailleurs aux questions de sécurité, il reste beaucoup à faire. Il

est primordial de ne pas laisser se dissiper les progrès réalisés dans le cadre de cette initiative. Les bonnes pratiques et les leçons tirées du renforcement de la sécurité sur les lieux de fabrication de vêtements doivent être étendues à d'autres secteurs dans l'ensemble du pays», a-t-il ajouté.

Dans une [évaluation de la première phase du programme](#), l'OIT a recensé quelques avancées majeures:

- La sécurité incendie et bâtiments a été améliorée. Cela comprend l'inspection de 1 549 usines en matière de sécurité structurelle, électrique et incendie, l'harmonisation des normes de sécurité, et un soutien pour le suivi des mesures correctrices préconisées.
- Le système d'inspection du travail a été renforcé. Une feuille de route a été élaborée pour réformer l'inspection du travail, une stratégie identifiant les régions et les industries prioritaires a été mise au point et 239 inspecteurs ont suivi une formation de 40 jours.
- Des progrès ont été réalisés dans l'édification d'une culture de la sécurité sur les lieux de travail. Cela consistait à améliorer l'environnement politique et législatif et à renforcer les capacités du gouvernement, des organisations d'employeurs et de travailleurs pour gérer les problèmes de sécurité et de santé au travail (SST). Plus de 800 000 travailleurs ont été formés aux fondamentaux de la SST.
- Les victimes blessées au Rana Plaza ont bénéficié d'un soutien. Près de 300 rescapés ont été formés pour acquérir des compétences en matière de subsistance, plus de 3 000 ont bénéficié d'une orientation professionnelle, et 66 de conseils psychosociaux.

En outre, le programme [Better Work Bangladesh](#) – une collaboration de l'OIT et de la Société financière internationale (SFI) – travaille avec plus de 140 usines et plus de 300 000 travailleurs en vue d'améliorer les conditions de travail et de favoriser la compétitivité dans le secteur du prêt-à-porter.

Si la première phase de l'initiative a remporté de nombreux succès, le processus d'amélioration de la sécurité au travail dans le secteur du prêt-à-porter au Bangladesh doit se poursuivre. Pour cette raison, une seconde phase a été préparée qui court jusqu'en 2023, grâce au soutien constant des Pays-Bas et du Royaume-Uni.

«Notre objectif commun est que toutes les usines de confection opèrent dans la sécurité et que soient renforcées les capacités du gouvernement, des employeurs comme des travailleurs afin que l'appui des partenaires internationaux ne soit plus nécessaire», a conclu le Directeur du Bureau de l'OIT au Bangladesh par intérim Gagan Rajbhandari.

“RMG sector of Bangladesh is in tough time”- BGMEA President

16

Jan '18

Staff Correspondent (RMG Times) Mr. Siddiqur Rahman, President-Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association (BGMEA), said “RMG sector of Bangladesh is in tough time as of now, but the picture is to be changed very soon and situation will improve gradually”. He recently made this remark while discussing the current state of RMG sector of the country.

The readymade garment sector of Bangladesh is fizzling out to get the expected growth in the face of a three-pronged adversity. The devils behind the predicament have been marked out are rising production costs, lower prices from buyers and decreasing global demands.

BGMEA sources said the cost of production has increased nearly 18 percent over the past two years.

During this period, the prices of the two markets in Europe and the United States decreased by almost 7 percent. Last year, clothing prices in the European Union declined by 4.77 percent, and in the US, 3.71 percent.

According to a recent study conducted by the World Trade Organization (WTO), the global apparel consumption has slowed down in the last two years. According to the report, the global market for garment products came down to \$444 billion in 2016, from \$450 billion in 2015, while consumption in the US decreased 5.23 percent.

Global apparel experts said that the young generation is the biggest consumer of fashion products, including textile products, but they are increasingly attracted to IT products in recent times. Due to this reason the global apparel consumption is witnessing a slow trend.

Although the consumption and prices are on the declining mode in the world market, Bangladesh is witnessing increase in the cost of production, for which the middle range entrepreneurs are barely sustaining, while the small range one are failing to make their businesses exist .

Industry insiders said the cost of electricity increased about 15 percent, and gas price 7.44 percent last year, while the cost of clearing and forwarding (C & F) has risen about 40 percent.

A number of apparel traders have urged the government to enhance the transportation facilities, including improvement of the sea port facilities to reduce production costs.

They claimed that they very often lose export orders from the buyers as they cannot make the supply on time due to transportation difficulties.

The cost of production is rising on the one side, while the cost of garment is falling on the other.

At the same time, the demand for clothing is decreasing in the global market, they said.

According to sources, the BGMEA has canceled the membership of 550 factories due to lack of regular production after 2013, while the BKMEA has canceled the membership of 180 factories for the same.

Besides, some 500 factory owners listed with the BGMEA or BKMEA have shut down their factories for not being able to keep pace with income and expenditure.

The two organizations Accord and Alliance suggest that foreign buyers not buy products of these factories, for which they are not getting any export order.

With the lack in production at large-scale factories, the overall export-oriented pace of the export sector has slowed in recent times.

The country has set the target to earn 50 billion dollars by 2021 from this sector, for which 14 percent annual growth is required.

On the closure of factories Mr. Siddiqui said, "Though we have been affected with this closure, we want those factories which are compliant and can meet the export orders with sincerity on time".

"The buyers are taking the advantages of competition in global markets, and for this they are paying lower prices when they buy. The income-expenditure scale sees imbalance for the small entrepreneurs when they don't get proper prices against the rising production costs," he added.

(This story has not been edited by Fibre2Fashion staff and is published from a syndicated feed.)

12:00 AM, January 18, 2018 / LAST MODIFIED: 11:37 AM, January 18, 2018

Apparel exports to India soar 66pc



Refayet Ullah Mirdha

Garment exports to India soared 66.41 percent in the first six months of the fiscal year on the back of demand from Western brands operating in the neighbouring country and closure of some small- and medium-scale factories.

Between July and December last year, garment shipments to the neighbouring country fetched \$111.33 million, according to data from the Export Promotion Bureau.

“India is becoming a major market for us,” said Mohammad Hasan, executive director of Babylon Group, a leading garment exporter.

The reason for the spike, he says, is that global retail giants like H&M and Walmart have started sourcing apparel items from Bangladesh for Indian consumers.

The shuttering of a horde of small and medium factories all over India for their failure to maintain strict compliance requirements and pay higher wages over the last two years also played a part in the surge in shipments from Bangladesh.

Abdul Matlub Ahmad, president of India-Bangladesh Chamber of Commerce and Industry, echoed the same.

Our exports to India will grow further in the near future as local exporters are enjoying different trade benefits to the neighbouring country.”

The cost of importing garment items to India from other countries is very high, due to which the Western retailers have started sourcing apparel items from Bangladesh in big volumes, he said.

“We are expecting that our exports to India will cross the \$1 billion mark in June this year. And we have been struggling to reach this mark for many years now,” Ahmad added.

Apart from Western retailers, some Indian retail giants have also been sourcing garment items in big volumes from Bangladesh, said Siddiqur Rahman, president of the Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association.

“India, China and Japan are our next big markets in Asian region,” he added.

Although the majority of Bangladeshi goods enjoy duty-free benefit in the Indian market, garment exports to India did not rise much over the last few years due to the imposition of 12.5 percent countervailing duty on items from Bangladesh.

Bangladeshi garment exporters also face provincial taxes and non-tariff barriers in India, which has an apparel market worth nearly \$40 billion.

However, garment exports to India have been showing signs of pickup from last year.

Overall, exports to India increased 5.99 percent year-on-year to \$361.91 million in the July-December period.



Sanctions won't stop Cambodia's democratic collapse

9 January 2018

Author: Vannarith Chheang, ISEAS–Yusof Ishak Institute

2017 has been an extraordinary year for Cambodia. Former opposition leader Kem Sokha was arrested in September over a treason charge and his Cambodia National Rescue Party was dissolved in November. The ruling Cambodian People's Party government forced some civil society and media organisations to close down due to failures to meet local laws, which some viewed as a systematic crackdown.

In response to the plummeting democratic institutions in the country, the United States and the European Union condemned the Cambodian People's Party government and called the moves against the opposition and against civil society [a serious threat to democracy](#).



The Australian and Japanese governments have also raised concerns. Japanese State Minister for Foreign Affairs Kazuyuki Nakane 'expressed concern over the dissolution of the opposition party, which received support from many Cambodian citizens at the previous election'. Australian Foreign Minister Julie Bishop agreed that the development has serious implications for democracy in Cambodia: 'As a friend of Cambodia, Australia urges the Cambodian government to allow all its citizens to exercise their democratic rights, particularly ahead of the 2018 national election', she said in a statement.

US legislators and the EU Parliament have called for sanctions on Cambodia, including asset freezes for high-ranking Cambodian officials. Worse for Cambodia would be the removal of preferential tax-free and quota-free access to US and EU markets for Cambodian-made textile

and footwear products under the European Union's 'Everything But Arms' scheme and the United States' Generalized System of Preferences.

The United States has already imposed visa sanctions on high-ranking Cambodian government officials. The US Department of State announced on 6 December 2017 that it 'will restrict entry into the United States of those individuals involved in undermining democracy in Cambodia'. The EU Parliament adopted a resolution on 13 December calling for 'a list of individuals responsible for the dissolution of the opposition and other serious human rights violations in Cambodia with a view to imposing possible visa restrictions and asset freezes on them'.

The United States has promised more concrete measures to force the Cambodian government to reverse steps that 'backtracked on democracy', and has called upon Cambodia to have a free and fair election in 2018. Without the meaningful and full participation of the main opposition party, the legitimacy of the government created after the election will be in question. The United States, the European Union, and US allies will likely not recognise the election results.

These harsh measures on Cambodia could be regarded as double standards, as similar cases in the region that were proportionally addressed. The unpopular military coup in Thailand in 2014 illustrated a [serious decline in democracy](#), but Thailand has not faced any sanctions from the West. There are no sanctions to date for serious human rights violations in Myanmar relating to the Rohingya crisis nor are there any on the Philippines over the extra-judicial killing of thousands under Duterte's war on drugs.

In the face of this international pressure, Cambodian Prime Minister Hun Sen has encouraged the United States and the European Union to impose sanctions. Speaking to national athletes on 15 December, Hun Sen said, 'I encourage the European Union and United States to freeze the wealth of Cambodian leaders abroad'. He added that he has no money abroad so any sanctions would not harm him.

Meanwhile former head of the Cambodia National Rescue Party Sam Rainsy has accelerated his political campaign to gain support from the Cambodian diaspora and the international community. He recently called upon the Cambodian armed forces to disrespect orders from their commanders or Hun Sen to use violence against the people. The government regards his campaign as inciting national disorder and instability.

Cambodian democracy remains young and vulnerable to power conflicts. Although Cambodian society has largely embraced democratic values, the country's democratic institutions have not been proportionally strengthened — power politics remain at the core of the political playbook. Deep political distrust between opposing political camps has further backtracked democratic development in the country, and there is currently no strong neutral force in place to promote political negotiation and reconciliation.

The international sanctions that the United States and the European Union may impose are unlikely to create favourable conditions for political dialogue while China lends its full support to Hun Sen's regime. A people's revolution is highly unlikely given most Cambodians are not interested in regime change through revolution. Cambodia's [political outlook is bleak](#) unless there emerges an effective force or mechanism to encourage or force conflicting parties into dialogue.

China's efforts to upgrade domestic textile industry are symbolic of green progress

By Wu Yabin Source:Global Times Published: 2018/1/16 20:18:40

Partly because it is such a massive global industry, the textile trade is closely linked to a number of development issues such as employment and labor, and also the promotion of clean technologies.

From the perspective of manufacturers, promoting green value chains means that the concept of sustainability and greenness should be embodied in the whole production process. This requires not only an assessment of products' environmental impact at the beginning of the design stage, but also a focus on the application of environmental protection technologies and cleaner production processes.

Manufacturers should actively adopt sustainable standards and requirements for cleaner production in order to effectively control the use of harmful chemicals. From the perspective of the government, it should actively provide enterprises with policy guidance and necessary financial support while making full use of market instruments to finance sustainable production and green value chains.

It should also promote the formation of green standards in the textile industry.

Chinese companies should be encouraged to go abroad and learn from the experiences other countries have had. Actively carrying out international cooperation can enhance the building of green value chains.

In 2016, China's **Ministry of Industry and Information Technology** released the "Development Plan for the Textile Industry (2016-20)," including an explicit proposal to promote smart manufacturing and green manufacturing in the textile industry and form new momentum for development in order to push China's textile industry toward the middle and high end of the value chain.

During the **13th Five-Year Plan** (2016-20) period, China will make further efforts toward the goal of green development, establish a green manufacturing system for the textile industry and promote the widespread application of cleaner production technologies.

By 2020, China's textile industry is expected to have cut energy consumption per unit of industrial added value by 18 percent, with a cut in water intake per unit of industrial added value of 23

percent and a reduction of 10 percent in the total discharge of major pollutants.

In addition to breakthroughs in a number of key generic technologies for the recycling of used textiles, the proportion of the textile fiber recycling volume in total fiber processing volume is also expected to be continuously increased.

From a global perspective, the pattern of the textile industry will be further adjusted. Although China has comprehensive and competitive advantages in the global value chain, it is facing increasing pressure from international competition. The country faces an urgent task of structural adjustment and industrial upgrading, and must also deal with a "double squeeze" between developed countries' re-industrialization and developing countries' accelerated industrialization. The manufacturing capabilities of developed countries will continue to grow in the fields of high-end equipment, high-performance fibers and smart textiles and garments because of their obvious advantages in research, branding and sales channels.

Developing countries in Asia and Africa, meanwhile, have obvious advantages in terms of cost of labor, and some of them such as India, Vietnam, Bangladesh and Pakistan have shown clear upward trends in terms of textile industry development.

In November 2016, the Guiding Opinions on Strengthening International Cooperation to Upgrade China's Industry in the global value chain was jointly promulgated by government branches including the **Ministry of Commerce** and the **National Development and Reform Commission**.

On the basis of this policy document, China will improve its ability to allocate resources by deepening its cooperation in the global value chain, attracting premium global resources, and enhancing the contribution of domestic added value through the combination of manufacturing and services.

The author is executive dean of the Research Institute for Global Value Chains at the University of International Business and Economics. bizopinion@globaltimes.com.cn

Mapping the environmental impacts of China's textile industry

By *Jenny Lei Ravelo* // 18 January 2018

A textile factory in China. Photo by: [UN Women](#) / CC BY-NC-ND

MANILA — Some clothing brands have been criticized for subjecting their workers to sweatshop labor. Now, a new map aims to spotlight their environmental impacts too.

The [IPE Green Supply Chain Map](#) is a new tool, currently the only one publicly available, that shows how multinational brands' suppliers are contributing — or not — to air and water pollution in China. The country is the world's largest producer of textile, and is known for its huge manufacturing industry, including clothing.

The map is an initiative by Beijing-based environmental research organization [The Institute of Public & Environmental Affairs](#) and New York-based international environmental advocacy group [Natural Resources Defense Council](#), and contains data for close to 15,000 major industrial facilities in China. It identifies brand suppliers' name and location, emissions data, waste and water consumption, and environmental violations overtime.

It also provides a visual of air and water quality in different Chinese cities and localities. The map ranks Khotan, a town in Xinjiang province in Western China, as having among the worst air pollution in the country.

“The figures can vary among sources and type of environmental impact, but it is clear that

the textile industry is among the top five polluting global industries.”

— Kurt Kipka, senior project manager at the Natural Resources Defense Council

By making such data public, the two organizations are hoping to raise awareness among brands and their consumers of the impacts of textile manufacturing on the environment, and reduce that by making informed decisions on their business and purchases.

“It's a transformative step forward for supply chain environmental transparency,” Kate Logan, IPE’s green choice outreach director, told Devex. “It creates an accountability mechanism for brands and suppliers to maintain positive performance and publicly respond to any issues as soon as they arise. All of this transparency will increase the efficiency of management and reduce costs.”

Textile manufacturing is one of the most highly-polluting industries in the world, said Kurt Kipka, senior project manager at NRDC. When it comes to greenhouse gas emissions, Kipka said the fashion industry was responsible for 1,715 million tons of carbon dioxide in 2015, accounting for about 5.4 percent of the 32.1 billion tons of global carbon emissions in 2015. Textile mills are also a huge contributor, about one-fifth, to the world’s industrial water pollution, using thousands of toxic chemicals during production, some of which are found to be carcinogenic.

“The figures can vary among sources and type of environmental impact, but it is clear that the textile industry is among the top five polluting global industries,” Kipka told Devex.

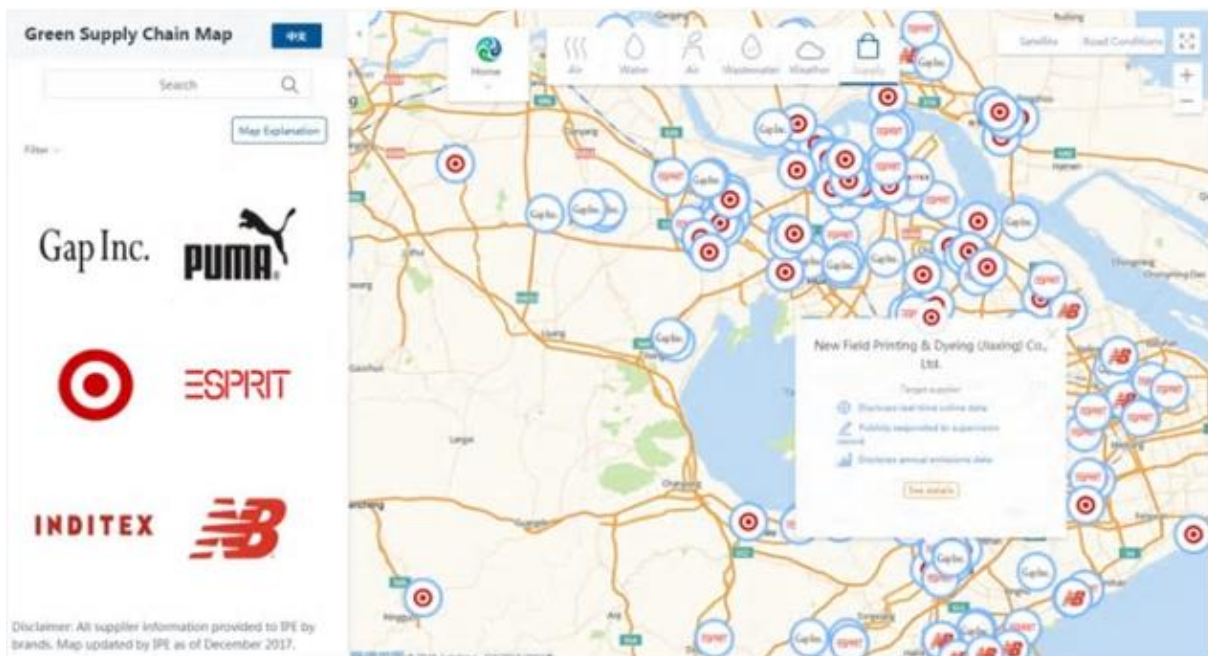
Meanwhile in China, [official data](#) from the Ministry of Environmental Protection reveal that the textile industry was the third largest source of industrial wastewater in the country. In 2015, the industry produced 1.84 billion tons of wastewater effluent, accounting for 10.1 percent of China’s total industrial wastewater discharge.

“Over the past 20 years, shifts in this sector to production almost exclusively in developing nations has meant that much of the industry operates below global standards in resource use efficiency and pollution control, which in turn provides significant, attainable opportunities for improvement,” Kipka said.

Opinion: 4 ways to help save the planet with more sustainable supply chains

Many companies are working hard to improve the environmental impact of their supply chains. But more needs to be done. If carried out effectively, persuading local suppliers to improve their sustainability could have a massive impact on improving the environment for us all.

In its infancy, the map covers only a few brands with supply chains in China’s clothing manufacturing industry, but the two organizations hope it will inspire other companies to join the effort and volunteer their supplier list as well. Currently, the map covers six apparel and clothing companies: Esprit, Gap Inc., Inditex, New Balance, PUMA, and Target. They also hope brands will be active in responding to their suppliers’ performance via the map.



A screenshot of the IPE Green Supply Chain Map.

“We’re currently refining an instantaneous, simultaneous three-party alert system to facilitate this level of management,” Logan said.

They hope the map can inform other countries and industries with interest in managing the impacts of their supply chains as well.

Asked whether they have done similar studies and tracing initiatives among international development organizations and companies, Kipka said they haven't, but that "with more information it could be worth considering."

"Although we have not conducted this effort, it is certainly an opportunity for growth. So long as the data and supplier lists exist, we can connect the dots and allow the results to speak for themselves," the senior project manager said. "That is the beauty of this initiative, it simply takes existing information and makes it more usable for a key audience — allowing them to take action in accordance with their own policies and principles."

The map can be viewed in English, but some information is only available in Chinese.

The initiative speaks to the [goal 12](#) of the Sustainable Development Goals, which aims to ensure sustainable consumption and production patterns. Among its goals: "By 2020, achieve the environmentally sound management of chemicals and all wastes throughout their life cycle, in accordance with agreed international frameworks, and significantly reduce their release to air, water and soil in order to minimize their adverse impacts on human health and the environment."

Across China: Chinese brands eye smart clothing market

Source: Xinhua | 2018-01-18 19:30:09 | Editor: Zhou Xin

Xinhuanet App 

FUZHOU, Jan. 18 (Xinhua) -- Taking a jacket off a plastic model, Hu Niuzai reached for the inside pocket, pulled out a cord and plugged it into a power bank.

"That's it, now the down jacket is warming up," said Hu, technology executive at Fujian Septwolves Industry Company, a garment maker in east China's Fujian Province.

The heat-generating jacket is the company's latest foray into smart clothing and was released in late November.

The down jacket uses graphene, a material that can generate heat when given a low voltage charge with a low risk of electricity leakage.

"It will warm up in just 30 seconds, and is safe," said Hu. "It offers three temperature options from 35 degree Celsius to 55 degree Celsius."

The jackets have been distributed to more than 2,000 stores in China, and Hu said the company will further explore the smart clothing market.

"We plan to spend about 50 percent of our company's revenue developing smart clothing, as well as upgrading our assembly line," he said.

The company is headquartered in Jinjiang, a textile manufacturing hub in east China, a cluster of the country's most well-known sports shoe and male garment brands.

In recent years, the local government has been promoting its garment industry to shift from labor-intensive manufacturing to tech-driven automated production.

As the smart clothing industry picks up steam, local firms are combining fashion with high-tech including using new materials, electronic accessories, and embedding sensors.

The smart clothing market is expected to exceed 4 billion U.S. dollars by 2024, according to a report released by Global Market Insight, a market research and strategy consulting firm.

Rising awareness of health coupled with an increased desire to monitor bodily functions such as blood pressure and heart rate will boost the demand for smart clothing, said the report.

Global fashion brands and technology firms have all joined the market.

In September, Levi's teamed up with Google to release a cycling-friendly denim jacket with bluetooth control for phones. Apple published three patents for smart fabrics on the second half of last year.

"Technology is a growing market," said Peng Haitao, head of Marketing Department at Fujian Qipai Group. "The traditional clothing industry should not miss the opportunity."

The company started making smart clothing in 2016. In late 2017, it released an upgraded smart jacket with a health and activity monitoring wristband in the cuff.

The company has set its eyes on the global market.

"We have done market research. Smart jackets have been well accepted by sport and fitness fans in Europe," said Shi Chunpin, head of Qipai's Research and Development Department.

"Smart clothing is the future," said Peng, "we want to create room for consumer's imagination."

C&A bientôt sous pavillon chinois ?

JEAN-NOËL CAUSSIL |

Publié le 15/01/2018

C&A, selon le journal allemand Spiegel serait sur le point d'être cédé à des investisseurs chinois.



C&A va-t-il être bientôt cédé à des investisseurs chinois?

Que C&A connaisse une mauvaise passe, voilà qui n'est pas nouveau. Mais de là à ce que le groupe soit vendu... C'est, pourtant, l'option envisagée par le journal allemand Der Spiegel, dans son édition du dimanche 14 janvier 2018. Selon les

informations de Spiegel, la famille Brenninkmeijer, propriétaire de C&A, prévoirait de vendre la société fondée en 1841 à des investisseurs chinois, non cités. Sur le papier, l'alliance ne paraîtrait pas si illogique : la Chine est évidemment d'une importance capitale pour un groupe de mode, quel qu'il soit.

Des difficultés depuis plusieurs années

Ceci posé, la réponse du groupe, telle que décrite par Spiegel, est moins affirmative : « La transformation en cours de C&A comprend l'exploration de différentes solutions pour pénétrer les marchés émergents tels que la Chine et être efficace sur le numérique. Et, potentiellement, cela peut inclure également des partenariats et d'autres types de participations externes supplémentaires. » Dans ce contexte, la vente n'apparaît pas comme la seule option envisagée. Ce qui est sûr, en revanche, ce sont encore une fois les difficultés rencontrées par C&A depuis plusieurs années, et ce même si le groupe reste un géant de la mode avec ses plus de 1500 magasins dans 18 pays, pour 2,9 milliards d'euros de chiffre d'affaires.

L'Égypte ambitionne de bâtir une méga-cité industrielle spécialisée dans le textile pour un investissement estimé à 2 milliards \$



mardi, 16 janvier 2018 13:05

(Agence Ecofin) - L'Égypte va démarrer la construction d'une grande ville industrielle spécialisée dans le textile et l'habillement a annoncé lundi, le ministre égyptien de l'industrie et du commerce extérieur, Tarek Kabil.

La future méga-cité industrielle du textile et de l'habillement sera bâtie sur une superficie de 3,1 millions de mètres carrés dans la ville d'Al-Sadat.



« La ville contiendra 568 usines pour 2 milliards \$ de capitaux à investir pendant sept ans, dont 87% issus d'investissements étrangers et 13% d'investissements nationaux », a déclaré Tarek Kabil.

Ajoutant, par ailleurs, que cette cité industrielle offrira 160 000 opportunités d'emplois, avec une production annuelle d'une valeur globale estimée à 9 milliards \$.

La construction de cette ville industrielle a été attribuée au groupe chinois Man Kay qui bénéficie d'une longue expérience dans les investissements dans le secteur des textiles, avec près de 25 filiales.

Le projet comprendra cinq phases, dont la première phase sera achevée en 2020 avec 57 usines et des investissements d'une valeur de 230 millions \$. Tandis que la dernière phase devrait être achevée en 2024.

Pour sa part, le Président égyptien Abdel-Fattah al-Sisi a annoncé que son gouvernement était prêt à exécuter 50% de ce projet afin d'accélérer sa mise en œuvre sur une période de 18 mois au lieu de 07 ans.

Chinese firm to build 220 mln USD textile plant in Ethiopia

Source: Xinhua| 2018-01-17 02:14:28|Editor: yan

Xinhuanet App 

ADDIS ABABA, Jan. 16 (Xinhua) -- A cornerstone laying ceremony was held on Tuesday in Ethiopia's eastern city, Dire Dawa for a textile plant that will be built with an investment of 220 million U.S. dollars.

Dire Dawa mayor's office said Chinese firm Wuxi No. 1 Cotton Mill will build the textile plant which will lie on 40 hectares of land.

The construction of the textile plant will take 30 months and is expected to employ 3,000 Ethiopians once commissioned.

The plant will be located inside Dire Dawa Industrial Park (DDIP) that is currently being constructed by China Civil Engineering Construction Corporation (CCECC).

DDIP, currently being built at a cost of 159 million U.S. dollars on 159 hectares of land, is expected to attract industries specialized in textile, apparel, and agro-processing.

Ethiopian government is financing the construction of the industrial park which is expected to be commissioned later this year.

The textile plant's cornerstone laying ceremony was held in the presence of Liu Yu, economic and commercial counselor at the Chinese embassy in Ethiopia and Ibrahim Usman, mayor of Dire Dawa city administration



Textile : des grossistes chinois veulent faire de Marseille un "Aubervilliers du Sud"

Publié le 18/01/2018



Le président du Mif 68 Chen Dingguo (à droite) et Zheng Yinde (à gauche) © Boris Horvat / AFP

Sur les hauteurs de Marseille, des dizaines de conteneurs colorés sont aménagés en prévision de l'ouverture du Marseille International Fashion Center (Mif) 68 : 95 showrooms de grossistes du textile vont ouvrir en février. "On a enfin un centre du Sud, qui va rayonner vers le Maghreb et la Corse", se réjouit Xavier Giocanti, président du groupe immobilier Résiliance, qui a investi 30 M€ dans le projet du grossiste chinois Dingguo Chen.

"L'Italie a quatre gros centres de grossistes, la France n'avait qu'Aubervilliers" où est situé le plus grand centre d'affaires en Europe dédié au textile made in China, rappelle cet homme d'affaires marseillais. Il égrène les avantages du Mif 68 : des loyers "deux fois moins chers" qu'en banlieue parisienne, le port à deux kilomètres, deux autoroutes qui desservent la plateforme, ainsi que 250 places de parking pour les clients. C'est surtout ce dernier point, l'accessibilité du site, qui a motivé Dingguo Chen - qui exerçait depuis l'an 2000 rue du Tapis-Vert, dans le quartier marseillais de Belsunce - pour ouvrir une plate-forme dans les quartiers Nord.

"Les clients ne pouvaient ni circuler ni se garer, j'en ai perdu 12 comme ça, ce n'était plus possible de travailler", explique-t-il dans un français très hésitant, évoquant "une tendance globale : à Paris, les grossistes du Sentier ont migré dans le XIe puis à Aubervilliers".

Lancé en juillet 2017, le chantier a été très rapide, grâce à une architecture originale : un enchevêtrement de conteneurs assemblés au moyen d'une grue, sans fondation. Alors qu'il installe la vitrine de son showroom, "trois fois plus grand que celui qu'(il) avai(t) dans le centre", Zheng Yinde, grossiste en bijoux et accessoires de mode, assure que le nouvel emplacement est idéal pour ses clients "qui viennent de Corse, de Valence ou de Montpellier".

Méfiance

Alors que le Mif 68 doit être inauguré mi-février, ses responsables affichent un taux de réservation de 85 %, en majorité des grossistes chinois. La communication du centre prévoit la création de 700 emplois à long terme. Pour Xavier Giocanti, il s'agit de "placer Marseille sur la nouvelle route de la soie". Le promoteur salue aussi l'ouverture du Mif 68, notamment au Maghreb, qui représente 30 % des clients des grossistes.

L'initiative ne fait cependant pas l'unanimité chez les commerçants "historiques" du centre-ville. Si certains ont prévu de rejoindre le plateau des quartiers Nord, d'autres se méfient, comme ce Chinois qui tient une boutique rue du Tapis-Vert : "Ce métier est de plus en plus dur, alors je ne vais pas prendre le risque". Le grossiste craint notamment que la situation excentrée du Mif 68 ne soit "pratique que pour les clients, pas pour les commerçants". "Ici quand un client m'appelle je peux venir en quelques minutes, car je vis à côté", insiste-t-il.

Du côté des politiques aussi, le scepticisme est de mise. Benoît Payan, chef de file de l'opposition (PS) au conseil municipal, craint une "dévitalisation" du centre-ville après le départ des commerçants chinois et dénonce "une politique des rideaux fermés". "Ces commerces de confection, installés depuis l'après-guerre à Belsunce, amènent au quartier des embouteillages, mais aussi une activité très forte, une anarchie sympathique", constate-t-il.

La maire du secteur, Sabine Bernasconi (LR), évoque auprès du site d'investigation locale Marsactu la possible naissance à Belsunce d'"un Chinatown", "en favorisant l'installation de commerces de détail, de restaurants, salons de massage". Pour Benoît Payan, "c'est de l'enfumage : le centre-ville a le taux de vacance le plus fort des grandes villes du pays". Du côté du Mif 68 - 68 est un chiffre porte-bonheur en Chine -, on voit déjà plus loin: la plateforme pourrait aussi devenir "un lieu d'inspiration et de découverte des nouvelles tendances internationales pour les boutiques et les créateurs locaux".

Pourquoi les Français dépensent moins que tous leurs voisins européens pour s'habiller

04/01/2018 à 17h23



Frédéric
BIANCHI

Journaliste

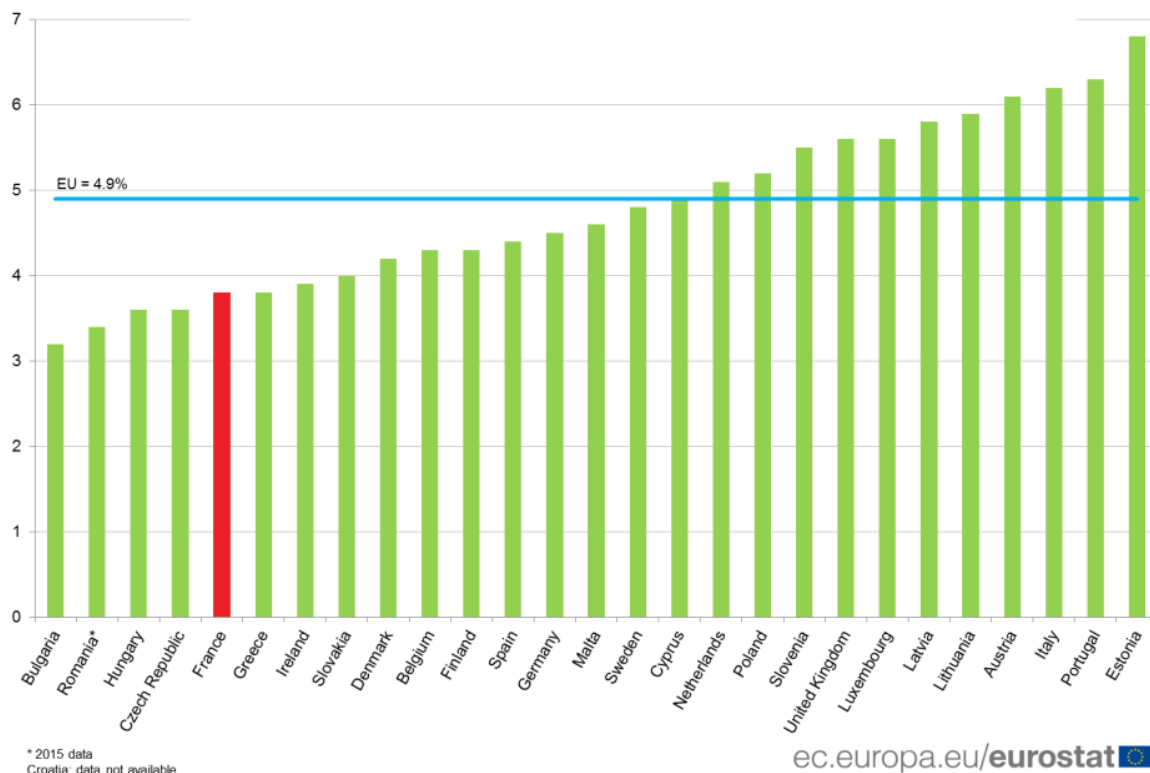
Loin derrière les Italiens, les Britanniques et même les Allemands, les Français font partie des Européens qui consacrent la plus petite part de leur budget aux dépenses d'habillement. Un paradoxe au pays de la mode? Pas tant que ça. Explications.

La France pays du vêtement, de la mode et du luxe? Pas vraiment si l'on en croit cette étude comparative d'Eurostat sur les dépenses des ménages européens en matière d'habillement. Car au pays de Chanel, de Dior et de Louis Vuitton, les consommateurs figurent parmi ceux qui dépensent le moins pour renouveler leur garde-robe.

En moyenne, vêtements et chaussures représentaient en 2016 3,7% des dépenses totales des ménages français contre par exemple 6,3% pour les Portugais, 6,2% pour les Italiens, 5,6% pour les Britanniques ou encore 4,5% pour les Allemands. Tous nos voisins y consacrent une part plus importante de leur budget. Et les Français sont même largement en dessous de la moyenne européenne qui est à 4,9%. Seuls les Roumains, les Bulgares, les Hongrois et les Tchèques sont plus économes -en la matière- que les Français.

La dépense moyenne en vêtements et chaussures par Français atteint 668 euros contre 855 euros par exemple pour l'Allemand ou même 1.061euros pour l'Italien.

Part consacrée aux vêtements et chaussures dans le total des dépenses des ménages européens en 2016



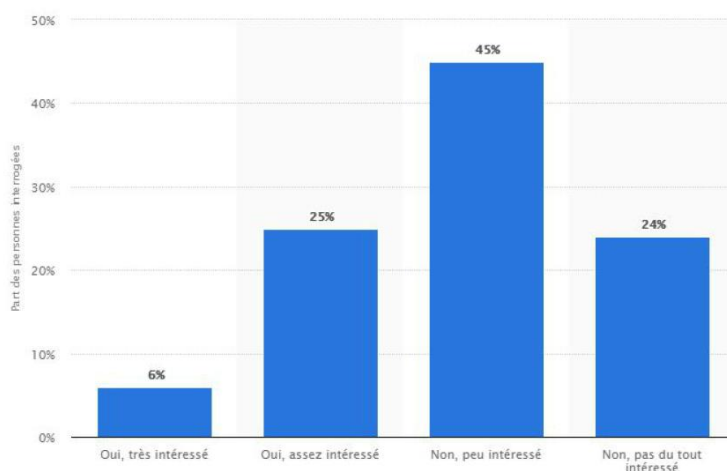
Eurostat –

Et cette part n'a pas cessé de baisser depuis des années. En 1991, les Français consacraient 6,7% de leurs dépenses aux vêtements et chaussures. En 2005, ce n'étaient plus que 4,7%. Et en 2016, donc 3,7%. De tous les postes de dépenses des Français, c'est celui qui a proportionnellement le plus baissé depuis 25 ans. A titre de comparaison, l'alimentation est passée de 14,8 à 13,4%, l'ameublement et les articles ménagers de 6 à 4,8% et les loisirs et la culture de 8,8 à 8,5%. Sur la période c'est évidemment le logement au sens large (eau et énergie incluses) qui ont le plus augmenté passant de 21,6 à 26,3%.

Selon l'Insee, "le budget des ménages se voit de plus en plus contraint par des dépenses pré-engagées (dépenses liées à des contrats difficilement négociables à court terme comme celles relatives au logement, aux assurances, aux télécommunications, etc.). Dans ce contexte, les ménages ont freiné certaines dépenses plus aisément arbitrables comme les achats de vêtements."

Pourquoi les Français dépensent si peu en textile en comparaison de leurs voisins européens ? Pour Laurent Thoumine, experts de la distribution chez Accenture il y a d'abord des éléments d'ordre culturel qui expliquent ces écarts: "Les Italiens sont sur-consommateurs en matière de vêtements tant les femmes que sur les hommes car dans le pays (surtout en Italie du nord d'ailleurs), l'apparence et l'estime de soi sont très importantes." Bien plus que pour les Français qui contrairement à une idée reçue n'attachent pas une grande importance à leur apparence. Si l'on en croit ce sondage relayé par **Statista**, près de 70% des Français disent ne pas être intéressés par la mode (et 24% même pas du tout intéressés).

Vous personnellement, diriez-vous que vous êtes intéressé par la mode ?



DESCRIPTION

Ce diagramme montre l'intérêt des Français pour la mode en février 2017. On remarque qu'au total, près de 70 % des personnes interrogées se disaient non intéressées par la mode, dont environ un quart qui était pas du tout intéressé et 45 % qui n'avaient que peu d'intérêt pour le secteur de la mode.

© Statista 2018

Un élément d'ordre culturel donc mais aussi économique lié à l'offre. Plus qu'aucun autre pays européen, la France est le pays de l'hypermarché. Or même si leur part baisse (8% des achats de vêtements en 2017), on vend encore beaucoup de textile dans les hypermarchés. Leclerc est par exemple le troisième vendeur de vêtements en France, derrière Decathlon et les Galeries Lafayette et Carrefour le 9ème. "Or dans l'hypermarché, les prix sont très attaqués sur ces produits, précise Laurent Thoumine. Et en dehors des grandes surfaces, les enseignes textiles françaises sont très orientées sur le discount comme Kiabi, Decathlon, Gémoo ou Primark qui fait une percée fulgurante ou des enseignes de magasins entrepôts comme Centrakor ou Stokomani qui fait un carton depuis quelques temps." Le Français dispose d'une offre complète d'enseignes qui proposent des vêtements peu coûteux.

Le phénomène sous-estimé des vide-greniers

Une tendance pour le "pas cher" qui s'est accentuée après la crise de 2008. "Il y a un phénomène qui n'est pas comptabilisé par les panélistes mais qui frappe notamment quand on va en province, c'est celui de l'achat et vente de vêtements d'occasion notamment sur les vide-greniers", observe Laurent Thoumine. Ce que confirme l'Insee qui a observé que les Français ont modifié leurs comportements d'achat ces dernières années.

"Pour bénéficier de meilleurs prix, ils privilégient désormais les ventes entre particuliers ou les achats lors des soldes et promotions (40 % des ventes en 2015 contre 20 % en 2000 – source : Credoc). Ils commandent aussi sur Internet : le e-commerce représente 15 % des ventes en 2015 contre 2 % début 2006 (source : Fevad)."

Bref, pays de la mode et du luxe pour les étrangers, la France est avant tout celui du "consommer malin" pour ses citoyens.

RETOUR À LA CROISSANCE DES VENTES DE VÊTEMENTS

Écrit le 3 janvier 2018

Par **Elodie BERVILY ITASSE**



Le marché de l'habillement affiche une légère progression pour la première fois depuis 10 ans.

Selon les dernières prévisions de l'Institut français de la mode (IFM), les ventes de vêtement retrouvent enfin des couleurs après une décennie de récession pendant laquelle les ventes ont reculé de 14 %. En effet, les ventes de prêt-à-porter devraient progresser de 0,2 % cette année, pour s'établir à environ 30 Mds€. L'habillement de l'enfant, avec une croissance estimée à 3 % en 2017, fait figure de locomotive du marché. Selon l'institut, le marché bénéficie également de conditions économiques plus favorables avec une amélioration de l'environnement macro-économique conjuguée à une météo qui, cette année, a été plus favorable aux achats de vêtements, notamment cet été. Même analyse de la part de l'Alliance du Commerce qui regroupe la Fédération des Enseignes de l'Habillement (FEH), la Fédération des Enseignes de la Chaussure (FEC) et l'Union du Grand Commerce de Centre-Ville, dont les données de cette fin d'année confirment le redressement des ventes enregistré depuis cet été. Outre l'amélioration de la consommation des Français, l'Alliance explique cette reprise par le retour des touristes étrangers et le succès de l'ouverture dominicale des magasins. Selon les experts de l'IFM, la reprise du marché français de l'habillement reste néanmoins fragile, mais l'Institut anticipe tout de même une nouvelle année de croissance en 2018 avec des ventes qui devraient progresser de 0,4 %, une estimation qui se veut néanmoins prudente en raison du manque de visibilité sur la conjoncture économique à venir.

Chez nos voisins européens, la situation reste très contrastée selon les pays. Si une belle reprise est attendue en Espagne et au Royaume-Uni, avec des croissances estimées pour cette année entre 4 et 5 %, la situation reste compliquée en Italie et en Espagne avec des ventes en recul d'environ 2 %.

La plus grande entreprise textile au monde freine la robotisation

Arnaud Lefebvre 8 janvier 2018



Crystal Group, un fabricant de textiles basé à Hong Kong, prévoit d'augmenter ses effectifs au Bangladesh et au Vietnam de plus de 10% dans les années à venir. Normalement, ce travail devrait faire partie des fonctions susceptibles d'être remplacées par la robotisation. Toutefois, le plus fabricant de vêtements au monde **mise davantage sur les travailleurs humains que sur les robots.**

Andrew Lo, le directeur général de Crystal Group, a expliqué que les matériaux souples représentaient encore un énorme défi pour les robots. Selon le PDG, au sein des marchés émergents, les machines ne peuvent pas rivaliser avec le travail manuel bon marché.

« Des inventions telles que le Sewbot de la société Softwear Automation constituent certes des développements intéressants et auront certainement un impact »,

reconnait Lo. Cependant, selon ce dernier, les robots de couture ne sont pas capables de rivaliser avec le travail humain dans les pays à faibles salaires.

Crystal Group, le plus grand producteur de vêtements au monde, souhaite développer ses ateliers principalement au Bangladesh, au Cambodge, au Sri Lanka et au Vietnam. Dans ces pays, les entreprises peuvent échapper à la hausse rapide des salaires chinois.

Les usines de Crystal Group situées dans ces pays représentent déjà deux tiers du chiffre d'affaires total du groupe. Lo prévoit en outre d'augmenter encore davantage la part de production à moindres coûts en dehors de la Chine.

Avec de plus de 30% de parts de marché, la Chine est actuellement le plus grand producteur de vêtements au monde. Cependant, dans les usines du Sud de la Chine, les salaires dépassent déjà les 700 dollars par mois, soit plus du double du salaire mensuel moyen au Vietnam (de 300 à 350 dollars) et au Bangladesh (de 150 à 200 dollars).

Crystal Group qui a levé récemment à Hong Kong 490 millions de dollars, souhaite ainsi poursuivre sa croissance en dehors de la Chine.

Fast-Fashion

Palaniswamy Rajan, directeur général de Software Automation a déclaré que les robots ne pouvaient pas rivaliser avec la main d'œuvre bon marché dans des pays comme le Bangladesh. « Toutefois, d'autres développements augmenteront l'importance des robots », a-t-il ajouté.

Rajan se réfère aux développements rapides en cours dans le secteur de la mode. Les détaillants de mode cherchent en effet à raccourcir les délais de production et à rapprocher la production du consommateur.

Selon Rajan, l'automatisation au Bangladesh n'a pas vraiment de sens car il faut encore expédier la marchandise. Cependant, la situation est différente lorsque la production est destinée au pays du consommateur final. Dans un tel contexte, il n'y a plus de droits d'importation et de coûts d'expédition et les produits peuvent être lancés plus rapidement sur le marché.

Avant de passer aux jeans et aux chemises, Softwear prévoit de lancer ses premières lignes de production de t-shirts automatisées aux Etats-Unis dans une période de douze à dix-huit mois. Les robots de Softwear possèdent actuellement

assez de dextérité et de visualisation pour manipuler des matériaux souples. Mais les ingénieurs ont encore besoin de temps pour programmer 10 à 20 étapes supplémentaires pour d'autres types de vêtements.

Cependant, l'automatisation représentera tout au plus un quart de la production mondiale dans 20 ans, a encore indiqué Rajan.

India a 'favourable market' for fashion retailers: Report

Updated: Jan 17, 2018, 06.42 PM IST



The FDI norms relaxation for single brand retail in the country will be a major boost for fast fashion majors that are aiming for expansion in their consumer base, says a BMI Research report.

Also, large young adult consumer base, rising disposable income and growth in the middle-income segment make India a "favourable market" for fashion retailers, it said.

With rising disposable income, Indian consumers will be able to spend a greater share of their incomes on non-essential goods and services, the report noted

Besides, India's improved ranking on the World Bank's 'Ease of Doing Business' ranking -- moving up 30 places to rank 100 out of 190 countries -- will boost foreign investment in the country, the Fitch group company said.

The government last week permitted 100 per cent FDI in single brand retail, a move towards allowing foreign players to set up own shops in India without government approval for investments.

The government has also relaxed mandatory local sourcing ..

It further said India is a favourable market for fashion retailers due to the large young adult consumer base in the country, accounting for almost a third of the total population in India.

"Young adults are the core target group for fast fashion majors on the back of their strong interest in fashionable yet affordable apparel," it added.

Furthermore, growth in the middle-income segment will also be a key contributor to the success and expansion of fast fashion majors.

With rising disposable income, Indian consumers will be able to spend a greater share of their incomes on non-essential goods and services, the report noted.

Textile body expresses concern over decline in CAGR in December last year

By *Sutanuka Ghosal* Jan 17, 2018, 03.50 PM IST



The Confederation of Indian Textile Industry (CITI) has expressed concern over 3% decline in CAGR in textiles and apparels in December 2017 compared to December 2016. The exports of textiles and apparel stood at \$2996 million during December 2017 as against \$3075 million in December 2016. However, the cumulative export has slightly improved by 2% CAGR as the exports stood at \$26,136 million in April-Dec 2017 in comparison to \$25,721 million in April-Dec 2016

Garment manufacturers in India have to pay duty on imported fabrics, while Bangladesh can import fabric from China duty free and convert them into garments and sell to India duty free

Sanjay Kumar Jain, chairman, CITI said that the share of textiles and apparel exports in the All Commodity Exports (ACE) has also declined by 2% in December 2017.

Mr Jain while appreciating the cumulative increase in the textiles and clothing exports during April-December 2017 also expressed concerns over the consistent increase in imports of textiles and clothing during the same period. The imports of textiles during December 2017 stood at \$165.34 million in comparison to \$137.2 million in December 2016, registering an increase of 20.48%.

He also pointed out that as per the latest statistics released by Export Promotion Bureau of Bangladesh, India's imports of garments from Bangladesh has reached \$111.3 million during July to December 2017, indicating a sharp rise of 66% from \$66.9 million during the same period last year.

Jain also stressed that the on-going scenario is negatively affecting the domestic yarn, fabric and garment manufacturers. He further stated that there is a greater need to impose safeguard measures such as rules of origin, yarn forward and fabric forward rules on the countries like Bangladesh and Sri Lanka that have FTAs with India to prevent cheaper fabrics produced from countries like China routed through these countries. Garment manufacturers in India have to pay duty on imported fabrics,

Why industry experts say that textiles export target of \$45 bn is unachievable

The textiles industry, which has been struggling due to increasing competition from the neighbouring countries like Bangladesh, Indonesia and Vietnam, coupled with rising imports into India and other domestic issues like GST, is now feeling the pinch of a strengthening rupee.

By: [R Ravichandran](#) | Chennai | Published: January 6, 2018 2:25 AM



The industry is almost ruling out the possibility of achieving its total export target of billion in the current fiscal.

The textiles industry, which has been struggling due to increasing competition from the neighbouring countries like Bangladesh, Indonesia and Vietnam, coupled with rising imports into India and other domestic issues like GST, is now feeling the pinch of a strengthening rupee. The industry is almost ruling

out the possibility of achieving its total export target of \$45 billion in the current fiscal. Speaking to FE, Sanjay Kumar Jain, chairman, Confederation of Indian Textile Industry (CITI), said: “The exports were down 40% in October, followed by 13% in November. In December too, the exports came down sharply. If the trend continues, the projected textile export target of \$45 billion in the current fiscal will be clearly unachievable. The industry may even find it difficult to attain last fiscal’s export of \$40 billion.” According to him, “While rupee appreciation is one major factor, another threat looming is a further rise in cotton prices, which has gone up from Rs 37,500 a candy in November to Rs 41,500 now. Given the fluctuation in both the rupee and cotton prices, exporters are unable to take orders or fix any price point to do jobs.” Textile exports from India include ready-made and knitwear garments, cotton yarn, fabrics, made-ups, handicraft items, man-made yarns, fabrics and jute products, among other items.

S Sakthivel, former president of Tirupur Exporters’ Association and chairman of Poppys Knitwear, said, “We are suffering. The rupee appreciation over the last few months will certainly impact our exports as well as bargaining power. Though orders are flowing in, exporters are not able to fix an exact rate due to rupee appreciation. With severe competition from neighbouring countries on prices, the rupee appreciation will leave us in the lurch.” The industry is already burdened with issues such as duty-drawback and GST rates, he added.

A senior official of TEA told FE: “An appreciation of every one rupee against dollar will see Tirupur exporters losing Rs 35 crore a month on their total monthly exports of about Rs 2,300 crore. When it comes to all-India level, the loss is estimated to be around Rs 150 crore a month.”

According to the TEA official, it is estimated that total ready-made garment exports from India has declined to Rs 78,966 crore in the April-December 2017 period as compared to Rs 83,430 crore in the same period of last fiscal. Of the

total exports, exports in dollar terms are estimated at 55%, in Euro at 30% and in Pound Sterling at 12%.

The official further said that out of total exports from Tirupur, nearly 10% of the big exporters garner 50% of total export value while 90% of small scale exporters account for the remaining 50%, and the impact of rupee appreciation will be more severe on the SMEs.

Efforts to promote textile bearing fruit

By Mbatawa wa Ngai | Published Tue, January 9th 2018 at 12:09, Updated January 9th 2018 at 12:16 GMT +3



Kenya's textile industry revival

The Industrialisation and Enterprise Development ministry's plans to set up a textile city and an industrial park got a boost last week following reports that firms from China, Turkey and Brazil are set to roll out investments in the cotton industry.

The firms will be investing along the entire value chain including research, training, growing and manufacturing apparels for the export market.

This was underlined by the Kenya Chinese Chamber of Commerce vice-chairman William Zuo's revelation that talks were underway between members and local farmers, ginneries, spinners and the national government.

Mr Zhuo disclosed further that his members are familiarising themselves with the industry value chain and building partnerships with other players such as learning institutions.

One of the Turkish firms, HoneyDeco, on the other hand, is reportedly planning to build factories and has already introduced high-yielding cotton seed varieties to farmers in Hola and Bura irrigation schemes. HoneyDeco's ambitions are underlined by its plans to sign contracts with farmers on 12,000 acres, up from the current 3,000 acres.

High-yielding seeds

The Brazilians have also identified sites where they will multiply high-yielding seeds in Kisumu and Homa Bay counties. The Brazilians will also offer training opportunities and set up classification laboratories.

These, and other initiatives by Industrialisation Cabinet Secretary Adan Mohamed, raise hopes that the Government is finally getting its act together to benefit from the extension of the African Growth and Opportunity Act (Agoa). Days when apparel manufacturers imported the bulk of their raw materials may finally be coming to a close.

But for the country to see the dawn of a new day, the Government must continue to not only attract foreign investors but also take steps to facilitate local investors to be involved in the entire value chain of the industry.

For starters, foreign firms could be persuaded to include local investors who would buy shares and be involved in the running of the enterprises. This would help the country to build internal capacity.

Textile: les industriels marocains remportent une bataille contre la concurrence turque

4 janvier 2018

Yassine Toumi.



Les textiles originaires de Turquie seront soumis à une taxe à l'importation après une décision du secrétariat d'État chargé du commerce extérieur. Détails.

C'est une première bataille remportée par les industriels marocains du textile dans leur guerre contre la concurrence turque. Le secrétariat d'État au Commerce extérieur a récemment annoncé aux importateurs de textile turc la décision "d'actionner les mesures d'ajustement transitoires visées à l'article 17 de l'Accord de libre-échange (ALE) entre le Maroc et la Turquie sur certains produits de textiles et d'habillement".

Le texte permet aux signataires de l'ALE de déroger aux dispositions de l'article 4 qui supprime les droits et les taxes à l'importation et autorise la mise en place de mesures d'ajustement transitoires pour une durée limitée. Le Maroc a ainsi décidé de "rétablir le droit d'importation à hauteur de 90% du taux

appliqué dans le cadre du droit commun" sur certains produits finis originaires de Turquie, comme les tissus d'ameublement, les vêtements ou autres accessoires.

Cette décision intervient plusieurs mois après l'annonce par l'Association marocaine des industries du textile et de l'habillement (AMITH) du lancement d'une étude visant à prouver le dumping exercé par les opérateurs turcs sur le marché local.

Mohamed Tazi directeur général de l'AMITH, nous déclare que son association a *"présenté un dossier prouvant que les conditions nécessaires à l'application de l'article 17 de l'accord de libre-échange sont remplies"*.

Les termes de l'ALE entre le Maroc et la Turquie prévoient que l'application de ce droit d'importation s'étende sur *"une période de cinq ans (...), à moins que le Comité mixte (maroco-turc, NDLR) n'autorise un délai plus long"*. Selon nos informations, cette mesure du secrétariat d'État au commerce extérieur devrait être appliquée pour une durée d'un an.

Exportations en hausse

Dans l'avis annonçant sa décision de rétablir l'importation sur les produits textiles, le secrétariat d'État chargé du commerce extérieur indique que les exportations des produits finis de textiles et habillement turcs ont enregistré *"une progression de 175% entre 2013 et 2017"*.

Mohamed Tazi ajoute que la part de la Turquie sur les segments des produits finis visés par la mesure était de 16% en 2013 avant d'atteindre 40% en 2017. *"Cette progression continue des produits turcs a fragilisé plusieurs unités industrielles orientées vers le marché domestique et a été responsable des pertes importantes d'emplois dans un secteur très sensible au regard des conséquences sociales qu'un tel développement produit"*, explique le ministère de l'Industrie.

Cela dit, l'AMITH ne perd pas de vue le fait que cette mesure reste transitoire. Elle entend donc travailler sur la restructuration du secteur et sa mise à niveau. Mais un tel chantier est-il réalisable en un an? *"Effectivement, une année passe vite. Disons que nous allons faire de notre mieux pour que les acteurs industriels puissent activer leur mise à niveau dans le cadre du plan d'accélération industrielle"*, explique Mohammed Tazi.

Pour lui, *"le plus important est d'avoir une réelle prise de conscience de la problématique du secteur qui peut passer très rapidement d'un secteur qui perd de l'emploi à un qui en crée"*. Pour ce faire, l'AMITH travaille avec le ministère de l'Industrie pour la mise en place des écosystèmes pour le marché local.

Le fast-fashion ibérique booste les exportations textiles marocaines en 2017

Par ADIL BOUTDA

Mercredi 3 janvier 2018 à 16h16



En analysant les chiffres à fin novembre 2017, on constate que les industries textiles marocaines réalisent une grosse performance en 2017, avec un taux de croissance à l'export supérieur à 5%, dans un contexte international de stagnation.

A fin août 2017, les importations globales effectuées par l'UE à partir du reste du monde ont crû de 1% seulement. Cette timide croissance compense à peine la décrue de leurs achats, déjà observée en 2016 (-1%)! (Chiffres de l'IFM Paris).

La Chine avec -2%, continue de perdre des parts dans ce marché (sa baisse était encore de 8% en 2016) à cause du renchérissement de ses coûts de production.

C'est à l'aune de cette quasi-stagnation de l'environnement international, qu'il faudrait apprécier les réalisations marocaines: **+6% à fin août 2017**, soit la deuxième meilleure croissance, parmi les principaux pays fournisseurs de l'UE! Ces chiffres viennent conforter la croissance positive déjà observée en 2016 : +8.8% !).

Par ailleurs, ces évolutions positives de l'industrie marocaine se confirment par les chiffres globaux à fin novembre 2017, comme il est indiqué dans le tableau ci-dessous (source : Office des changes).

Secteur	Jan-Nov 2016	Jan-Nov 2017	%
Confection (chaîne & trame)	20 270	21 600	6.5%
Bonneterie (maille)	6 860	7 040	2.6%
Cuir (chaussure, maroquinerie & bagagerie)	2 700	2 750	1.85%
Total	32 500	34 253	5.4%

Ces montants plus qu'honorables, sont la conséquence d'un changement de posture chez la majorité des industriels marocains, qui ont su s'adapter aux exigences des cycles courts de production (**fast-fashion**). Ces derniers sont de plus en plus adoptés par les donneurs d'ordre européens, afin de rafraîchir leur offre en permanence, tout en réduisant leurs stocks et leurs encours de production.

Plusieurs améliorations furent à l'origine de la **mutation de l'offre textile marocaine**, dont nous citerons à titre d'exemple :

1. La réduction du transit time, entre l'usine marocaine et l'entrepôt européen, grâce notamment à la simplification continue des procédures douanières (catégorisation, digitalisations des formalités, permanences pour l'export....).
2. La réduction des délais d'import des intrants, grâce à une consolidation des volumes et une amélioration des circuits logistiques.
3. La grande flexibilité des capacités d'assemblage (confection), grâce au large réseau de sous-traitants, capable d'absorber les variations soudaines, d'une semaine à l'autre, des volumes à traiter.

L'augmentation des ventes marocaines à l'export, ces deux dernières années, ne devrait cependant pas nous faire oublier **la précarité de l'industrie d'habillement**. La majeure

partie de ses secteurs continuent de souffrir en silence, depuis la grosse maille jusqu'au vêtement de travail, en passant par des filières capitales telles que la maille fine ou encore l'indémaillable.

En effet et en plus de l'absence endémique de l'amont textile, obligeant les opérateurs à importer leurs semi-finis et ce que cela induit comme perte de compétitivité en termes de délais et de prix, les exportations marocaines se concentrent de plus en plus sur le marché du **fast-fashion ibérique** (presque 60% de l'ensemble des exportations)!

C'est pour remédier à cette situation de dépendance, que les industriels emmenés par leur association (AMITH), avaient pu élaborer leur propre plan d'accélération industrielle avec le ministère de tutelle, où une vision et une stratégie furent établies et les moyens pour les appliquer furent précisés.

Parmi ces derniers, figure le soutien financier de l'Etat aux industriels. Ces aides sont conditionnées par l'exécution effective des plans de développement. La réaction des industriels ne s'est pas fait attendre, puisque les conventions signées cette année se traduiront par plus de 2 MMDH d'investissements.

Ces investissements concernent de grands leaders internationaux, tel que l'Américain **Fruit of the loom** ou le suisse **Triumph**, mais aussi des dizaines de PME. Contacté au téléphone, Mohamed Tazi (Directeur de l'AMITH) nous a assuré que ce montant est supérieur aux investissements cumulés des quatre dernières années !!

Toujours selon le directeur de l'association des textiliens, les efforts commerciaux seront concentrés cette année sur le marché allemand et les marchés d'Europe du nord.

C'est d'ailleurs de cette région du globe, que deux grands donneurs d'ordre, et non des moindres commencent à adresser des commandes aux fabricants marocains (H&M et Primark).

Si l'intérêt de ces deux majors se confirmait en 2018, cela diminuerait la dépendance par rapport au marché ibérique et permettrait à l'industrie marocaine d'affronter avec plus de sérénité, ses deux autres défis : la diversification des produits et l'intégration verticale de l'industrie.

Textile-habillement

La riposte du Maroc à l'invasion turque

Lahcen Oudoud, LE MATIN

03 Janvier 2018 - 18:18



Les exportations turques de produits finis de textiles et habillement vers le Maroc ont progressé de 175% entre 2013 et 2017.

Les produits de textile-habillement turcs deviendront certainement plus chers sur le marché marocain. Le Royaume a en effet décidé d'actionner des mesures prévues par l'ALE avec la Turquie, pour protéger sa production de textile-habillement. Une riposte justifiée par une importante hausse de 175% des importations ayant mis à mal l'industrie et l'emploi.

Mauvaise nouvelle pour le consommateur marocain et les importateurs de produits de textiles et d'habillement originaires de Turquie. Ces produits devront perdre partiellement l'avantage de l'accès préférentiel sur le marché marocain que leur procure l'accord de libre-échange (ALE) conclu entre le Maroc et la Turquie et entré en vigueur en janvier 2006. Le ministère de l'Industrie, de l'investissement, du commerce et de l'économie numérique vient, en effet, d'annoncer qu'il a été décidé d'actionner les mesures d'ajustement transitoires prévues par l'article 17 de cet ALE, à l'encontre de certains produits de textiles et d'habillement turcs. Ce qui devrait se traduire par le rétablissement du droit d'importation à hauteur de 90% du taux fixé dans le cadre du droit commun, sur les produits concernés et dont le ministère a dressé une liste détaillée, dans son avis aux importateurs de ces produits. Il s'agit des filaments synthétiques ou

artificiels ; fibres synthétiques ou artificielles discontinues ; tapis et autres revêtements de sol en matières textiles, tissus spéciaux, surfaces textiles touffetées, dentelles, tapisseries, passementeries, broderies ; étoffes de bonneterie ; vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie ; vêtements et accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie ; autres articles textiles confectionnés, assortiments, friperie et chiffons.

Cette mesure entrera en vigueur le jour qui suit immédiatement celui de la publication au Bulletin officiel de l'arrêté conjoint du ministre de ce département et de celui des Finances l'imposant, indique la même source.

À noter que ces mesures d'ajustement transitoires, qui peuvent être prises par l'une ou l'autre des parties sous la forme d'une majoration des droits de douane, doivent être d'une durée limitée. Elles ne peuvent viser, selon le texte de l'ALE, que des industries naissantes ou certaines branches d'activité en cours de restructuration ou connaissant de graves difficultés, en particulier lorsque ces difficultés causent des problèmes sociaux importants. Les droits de douane appliqués au titre de ces mesures ne peuvent dépasser 25% ad valorem et doivent conserver un élément de préférence pour les produits originaires de l'autre partie. La valeur totale des importations de produits assujettis à ces mesures ne peut dépasser 15% de la valeur totale des produits industriels importés de l'autre partie pendant la dernière année pour laquelle des statistiques sont disponibles, précise l'ALE.

Ces mesures, est-il souligné, s'appliquent pour une période de cinq ans au plus, à moins que le Comité mixte n'autorise un délai plus long. Elles cessent de s'appliquer au plus tard trois ans après l'expiration de la période de transition.

Le ministère de l'Industrie justifie cette mesure d'ajustement transitoire par le fait que l'industrie textile-habillement, dont la production est destinée au marché local, connaît depuis quelques années «des perturbations conséquentes dues à l'accroissement des importations à des prix compétitifs originaires de Turquie». En effet, explique le ministère, l'on assiste à une «très forte croissance des exportations turques vers le Maroc de produits finis de textiles et habillement, enregistrant une progression de 175% entre 2013 et 2017». Ce qui a fragilisé plusieurs unités industrielles orientées vers le marché domestique et a été responsable de pertes d'emplois importantes», affirme-t-il. Une situation que confirment les professionnels et à leur tête le président de l'Association marocaine des industries du textile et de l'habillement (Amith). Karim Tazi, également patron de Marwa, affirme, en effet, qu'au moment où le secteur se porte bien à l'export ces derniers mois, il se trouve très gêné sur le marché domestique par la montée de la concurrence de toutes formes des produits importés aussi bien d'une manière formelle qu'informelle (contrebande). Et ce, pas seulement de la Turquie, mais aussi d'autres pays, relève-t-il. Notre interlocuteur a, toutefois, tenu à se féliciter des efforts déployés par les pouvoirs publics pour faire face à ces pratiques déloyales.

Amazon : un miroir augmenté pour essayer les vêtements ?

Le géant du e-commerce Amazon domine désormais les ventes sur Internet de quasiment tous les produits traditionnels, de la high-tech aux poêles en passant par les jouets. Mais il y a un domaine où il se heurte au même problème que l'ensemble du e-commerce : l'habillement. Acheter des habits sur Internet reste difficile car les habits, il faut les essayer pour savoir comment ils tombent sur le corps.

Les géants de la vente en ligne de chaussures, par exemple, ont mis en place des systèmes de retour très performants, ce qui leur a permis de conquérir le marché : si la paire ne va pas, il est possible de la renvoyer.

Par [Paolo GAROSCIO](#)
le jeudi 04 janvier 2018

Amazon : un miroir augmenté pour essayer les vêtements ?

Le géant du e-commerce Amazon domine désormais les ventes sur Internet de quasiment tous les produits traditionnels, de la high-tech aux poêles en passant par les jouets. Mais il y a un domaine où il se heurte au même problème que l'ensemble du e-commerce : l'habillement. Acheter des habits sur Internet reste difficile car les habits, il faut les essayer pour savoir comment ils tombent sur le corps.

Les géants de la vente en ligne de chaussures, par exemple, ont mis en place des systèmes de retour très performants, ce qui leur a permis de conquérir le marché : si la paire ne va pas, il est possible de la renvoyer.

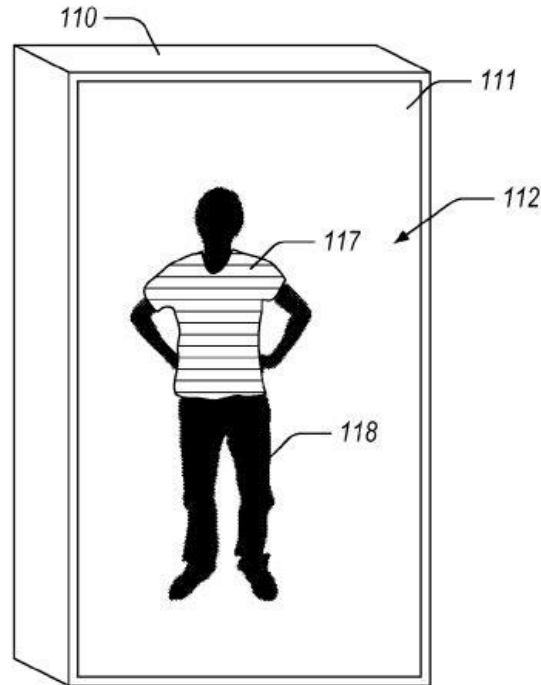
Un miroir augmenté pour vous faire essayer les vêtements

Comme le signale [GeekWire](#), le 2 janvier 2018, Amazon a obtenu [un brevet](#) qui pourrait être un début de réponse au problème de l'essayage de vêtements : un miroir augmenté. L'idée n'est pas nouvelle car plusieurs prototypes sont déjà parus sur Internet, mais jamais de la part d'Amazon. Le concept, lui, est simple : vous faire essayer un vêtement en réalité augmentée.

Le miroir, grâce à des caméras, des algorithmes, des écrans et des projecteurs, va vous montrer la robe que vous avez choisie (ou le t-shirt ou le pantalon) comme si vous la portiez. Naturellement,

vous pourrez vous tourner et vous admirer à 360 degrés dans le miroir... exactement comme vous le feriez avec un habit réel.

Une fois convaincu, il ne reste plus qu'à valider le panier et le tour est joué.



Un véritable outil ou un simple brevet ?

Le miroir a une autre fonctionnalité : il permet de vous insérer dans un environnement, lui aussi virtuel, comme une fête ou un parc. De quoi vous permettre de voir l'effet de vos habits dans la situation dans laquelle vous comptez les porter... ce qui constitue un plus par rapport à une cabine d'essayage.

Mais encore une fois, rien ne prouve qu'Amazon va réellement, un jour, commercialiser ce miroir à réalité augmentée. Un indice permet toutefois d'y croire un peu plus que pour la myriade de brevets fous qu'Amazon dépose chaque année : le géant de Seattle a racheté en octobre 2017 la start-up Body Labs, comme le signalait à l'époque [TechCrunch](#), pour plus de 50 millions de dollars. Or, BodyLabs est justement spécialisée dans la création d'avatars en 3D censés être plus réalistes.

How Did Sanctions Impact Myanmar?

Lessons from over a decade of sanctions, as the threat of renewed restrictions grows.

By Manmeet Ajmani, P. K. Joshi, Avinash Kishore and Devesh Roy
 January 06, 2018

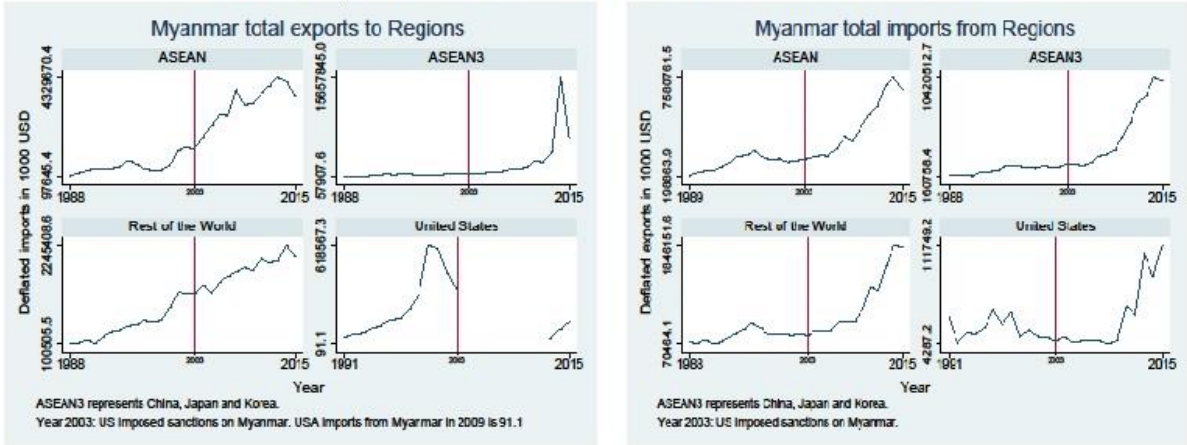
With continued international concern over the treatment of Rohingyas in Myanmar, some commentators have suggested the use of sanctions to varying degrees. This would not be the first time that Myanmar faced sanctions. The United States imposed sanctions on Myanmar in 2003 and revoked them only in 2016, and Washington has recently also begun imposing some [targeted sanctions](#) following the Rohingya crisis. In this article, we discuss the impacts and coping strategies related to the sanctions imposed on Myanmar, which lasted over a decade.

Sanctions aim to restrict the commercial relationship between the imposer country and the target country. Economic sanctions on Myanmar included cuts in financial aid, blocking access to assets, and reversing investment flows. The U.S. Treasury Department classifies sanctions as “selective” or “comprehensive.” Comprehensive sanctions include asset freezes, trade embargoes, and financial restrictions to inflict financial losses. Selective sanctions, on the other hand, are imposed on influential individuals in the target country.

In 2003, the United States and OECD countries imposed comprehensive sanctions on Myanmar. Now that the sanctions are lifted, it is an opportune time to conduct a forensic analysis of the fallout from these long-lasting restrictions on Myanmar, particularly as calls increase for renewing the sanctions regime.

There are several important takeaways. First, the sanctions enforced were highly asymmetric in nature. After enforcement, Myanmar’s exports to the United States dropped to zero, but the U.S. continued to export its products to Myanmar (see figure 1a).

Figure 1a) Myanmar trade flows by region and country



Second, even though sanctions were wide-ranging, an IFPRI study shows that at the aggregate level, the impact of sanctions on Myanmar’s trade was insignificant. In 2001, before the sanctions, Myanmar’s total trade stood at \$6.28 billion, which increased to \$6.54 billion in 2003. The total trade of Myanmar increased without interruption even after the sanctions. In 2004, its overall trade rose to \$7.1 billion and further increased to \$8.57 billion in 2006.

During sanctions, Myanmar diversified both its products and its trading partners. While data clearly shows that the textile industry of Myanmar (one of its principal exports) took a hit from sanctions, there was a substantive market reallocation effect. ASEAN+6 emerged as a significant shock absorber for textile exports. Table 1 shows a sizable readjustment just as exports to one of the main markets for Myanmar textiles — the United States — dried up. In 2001, before the sanctions, Myanmar exported around 46 percent of its apparel to United States. After the sanctions enforcement, total apparel exports of Myanmar fell by nearly 58 percent in 2005. At the same time, Myanmar diverted its exports to South Korea and Japan quite significantly.

Table 1. Major export destinations of apparel from Myanmar and its peers
(exports in million USD, in current terms)

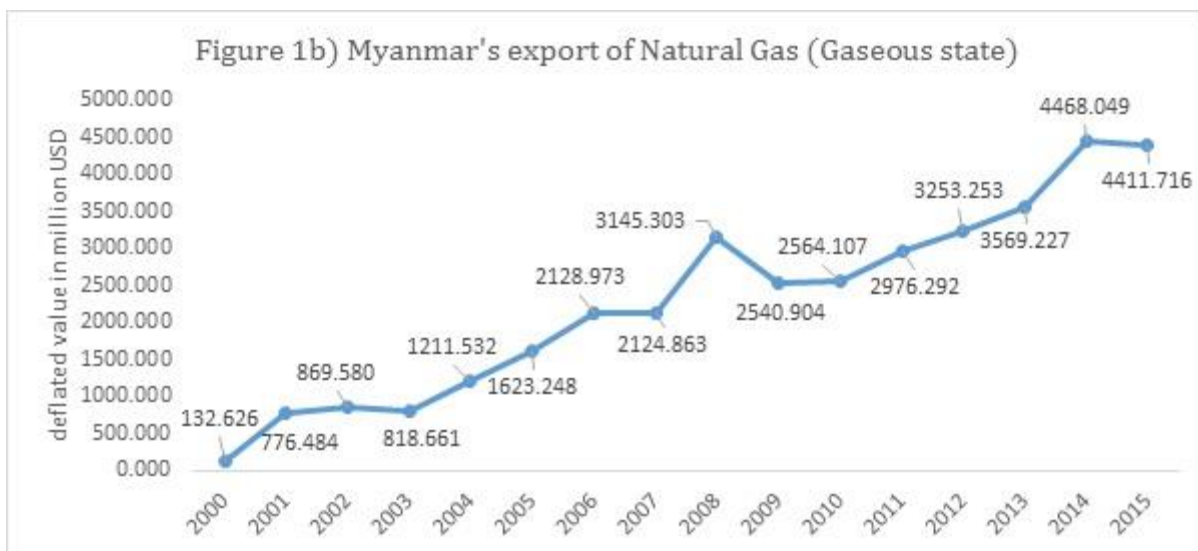
	2001		2005		2010		2015	
Myanmar	Total	938	Total	397	Total	650	Total	1861
	United States	435	European Union	242	Japan	259	Japan	691
	European Union	354	Japan	88	European Union	180	European Union	490
	Canada	29	Republic of Korea	8	Republic of Korea	126	Republic of Korea	411
Cambodia	Total	1629	Total	2893	Total	4834	Total	10876
	United States	971	United States	1807	United States	2329	European Union	3826
	European Union	432	European Union	646	European Union	1077	United States	2800
	Japan	60	Canada	107	Canada	340	Japan	820
Vietnam	Total	4187	Total	9895	Total	19605	Total	40622
	European Union	2407	United States	3601	United States	7795	United States	15530
	Japan	593	European Union	3486	European Union	4571	European Union	7086
	United States	192	Japan	720	Japan	1414	Japan	3557

Source: World Integrated Trade Solution, World Bank

Table 1 is inspired by Koji Kubo’s 2014 study, “Myanmar’s non-resource export potential after the lifting of economic sanctions: a gravity model analysis”

Unlike textiles, the export of jadeite and rubies from Myanmar was allowed on a condition of re-export from the United States to other countries. This tweak preserved one of Myanmar’s most important exports.

Further, one of the more remarkable impacts of sanctions was the structural break in natural gas exports. To what extent this spurt in gas exports was caused by the sanctions remains an important research question to address. Our analysis shows that during the period of sanctions, Myanmar increased the supply of its natural gas very significantly. In 2003, before sanctions were imposed, Myanmar exports of natural gas stood at \$819 million. By 2015, it had risen to \$4.4 billion (figure 1b). Moreover, it rose consistently, growing at a compound rate of over 26 percent, sterling growth by any yardstick. Myanmar exported natural gas mainly to Thailand, China, and Singapore, thus bypassing sanctions.



What are the main takeaways from the experience of sanctions in Myanmar? First, Myanmar would benefit from further export diversification. Sanctions are just one example of an economic shock; natural calamities and political rifts elsewhere in the world also underline the need for diversification. In 2015, 93 percent of Myanmar's trade was with its top 10 trading partners, out of which China and Thailand together accounted for 65 to 67 percent.

Second, Myanmar must identify products in which it has a relative advantage over other exporters. Pulses might be one such commodity, which would allow for increased exports to India, a major importer of pulses. An excessive focus on rice, for example, is not likely to be beneficial in the long run.

Myanmar should consider ways to integrate itself better with the ASEAN+6 and South Asia in order to cope with such shocks in the future. In this regard, a focus on infrastructure development is key. Finally, Myanmar could encourage research based on hard data to understand economic changes and their impacts nationally, regionally, and globally.

Manmeet Ajmani is a Research Analyst. P. K. Joshi is Director of the International Food Policy Research Institute (IFPRI) New Delhi office, Avinash Kishore is a Research Fellow at IFPRI, New Delhi. Devesh Roy is a Senior Research Fellow at IFPRI, Washington D.C.

January 4, 2018

Myanmar Votes to Increase Minimum Wage Hike to Stimulate Apparel Manufacturing



Myanmar has proven itself to be a competitor on the global apparel manufacturing stage, performing among nearby hubs such as Vietnam, Cambodia, Bangladesh and China. From April to November 2017, Myanmar's apparel sector exported about \$1.5 billion in products to warehouses owned by global brands like Uniqlo and Primark, per the Myanmar Times.

As the textile sector grows, officials are looking for ways to improve the quality of products and boost employee wellbeing. One of those initiatives includes increasing the sector's minimum wage.

On Dec. 29, Myanmar's Ministry of Labor, Immigration and Population voted to raise the minimum wage by a third to 4,800 Kyat (\$3.55) per day, up from the current level of 3,600 Kyat (\$2.66). This comes after several rounds of negotiations on the matter that took place last year.

Now, the issue is open for public comment and objection for 60 days before taking effect. When it goes into effect, companies with at least 10 workers are obligated to adapt wages accordingly.

By increasing minimum wage, albeit to what we in the U.S. would still call a minuscule amount of money, Myanmar's officials hope to have a textile sector worth between \$8 billion and \$10 billion by 2028.

As we reported previously, countries in Southeast Asia have taken some business away from former textile manufacturing giants, such as China and Vietnam. Bangladesh is one of the most noteworthy in the region. According to the Myanmar Times, 500 garment manufacturing companies, both local and international, have opened factories within Myanmar, with most of them in the country's largest city, Yangon (formerly Rangoon), but the industrialized areas are popping up in surrounding cities and regions.

For companies who source apparel abroad, this could be a new source of textile products.



Apparel export earnings to shoot over US \$ 4.7bn in 2017

2018-01-18 00:00:10

Sri Lanka is expecting in excess of US \$ 4.7 billion in apparel exports in 2017, as the 2017 cumulative exports up to November have already passed the full-year earnings figure in 2016, the country's Industry and Commerce Minister said.

"Our apparel revenues from January to November last year (2017) have exceeded Sri Lanka's entire apparel exports for 2016, which was US \$ 4.3 billion," said Rishad Bathiudeen said this week.

Therefore, we now expect that the final total apparel exports for entire 2017 would clearly exceed the exports of 2016 and expect it to be in the range of US \$ 4.7 billion," he added.

Textile and apparel are almost half of our Sri Lanka's total annual exports of all products. The country's largest apparel export market is the US with a 42 percent share, followed by the European Union (EU) with 38 percent.

The two major export destinations for the Lankan apparel showed a positive trend during January-November 2017. In this period, the total apparel exports to the US was US \$ 1.959 billion, slightly up from 2016 January-November figure of US \$ 1.94 billion and the exports to the EU were at US \$ 1.84 billion, up from US \$ 1.80 billion.

Sri Lanka regained GSP Plus access to the EU last year.

Textile-Habillement : l'APII désigne les responsables des échecs

par African Manager - 11/01/2018 16:00



“Les problèmes du secteur du textile et habillement se sont intensifiés après la révolution sous l’effet de la fuite des donneurs d’ordres étrangers, en plus des problèmes relatifs aux marchés parallèles et à l’économie informelle”. C’est ce qui ressort d’une note d’analyse récente publiée par l’Agence de promotion de l’industrie et de l’innovation (APII) et relative au secteur du textile et habillement. Ces effets ont remis en question la vulnérabilité de ce

secteur, considéré parmi les plus importants en Tunisie en termes d’emplois et de solde commercial. Prenant conscience des risques potentiels, et dans l’objectif de surmonter les problèmes du secteur, les efforts du gouvernement se sont développés et multipliés mais certaines mesures et décisions n’ont pas été couronnées de succès, car les industriels du secteur n’ont pas tous su gérer les changements et n’ont pas pu s’aligner aux réformes proposées par le gouvernement, précise l’APII.

Aujourd’hui, un secteur aussi important pour la Tunisie tel que le secteur du textile et de l’habillement, considéré comme un patrimoine industriel, ne cesse de plonger. Certes la responsabilité est partagée, c’est pour cette raison que la réforme pour soutenir le secteur des ITH doit aussi être un processus collaboratif. L’initiative de la réforme devrait être proposée par les industriels du secteur, en collaboration avec les autorités et les décideurs économiques et consolidée par les agents économiques (consommateurs).

En effet, selon les données publiées dans cette note, le tissu industriel tunisien compte aujourd’hui 1672 entreprises employant 10 personnes et plus dans le secteur du textile et de l’habillement, totalisant 161 425 emplois, soit 30% des entreprises actives et 33% du total de la main d’œuvre industrielle. Le premier point fort du secteur des industries du textile et de l’habillement en Tunisie, c’est qu’il s’agit d’un secteur à forte employabilité

dont plus de 85% de son effectif total sont des emplois permanents. D'ailleurs c'est parmi les taux les plus élevés dans l'industrie manufacturière en Tunisie.

Le deuxième point fort du secteur des ITH, c'est qu'en dix ans (1972-1982), sa place, dans les exportations manufacturières, est passée de 9% à 42%, pour dépasser les 50% au début des années 90. Cependant, au cours des trois dernières années, cette croissance au niveau des exportations s'est ralentie, conjuguée à une augmentation rapide des importations, ce qui a causé la dégradation du taux de couverture du secteur.

La majorité des entreprises actives dans le secteur, soit 56.8 % emploient entre 21 et 200 personnes. D'ailleurs, c'est la valeur la plus élevée pour cet intervalle parmi les secteurs de l'industrie manufacturière. La répartition régionale du secteur des ITH montre une concentration dans les régions du nord-est et centre-est.

Ainsi, la région de l'Est compte environ 91.7% du total des entreprises opérant dans le secteur des industries du textile et de l'habillement. La répartition des emplois par tranche d'effectif dans les deux régions (nord et centre-est) est cohérente avec celle du total du secteur, ce qui s'assimile à un pouvoir de monopole pour ces deux régions dans les industries du textile et de l'habillement.

La majorité des entreprises dans le secteur des Industries du textile et de l'habillement en Tunisie sont des entreprises tunisiennes sous-traitantes et totalement exportatrices opérant principalement dans la confection. Ces entreprises comptent plus que la moitié de la main d'œuvre totale dans ce secteur.

En revanche la moyenne annuelle des entreprises nouvellement créées durant la même période est de 146 entreprises et 14016 emplois créés par an, d'où un solde négatif de 48 entreprises et 4608 emplois. L'analyse des statistiques collectées sur les entreprises fermées montre aussi que 53.3% de ces entreprises sont des entreprises tunisiennes (dans la plupart des cas des sous-traitants) et 88.5% sont totalement exportatrices opérant dans la confection.

“Les entreprises tunisiennes sont relativement compétitives en termes de coûts de la main d'œuvre mais moins compétitives en termes d'avantages hors coûts. Ces derniers avantages (hors coûts) et en particulier le respect des délais et des normes de qualité sont devenus de nos jours des indicateurs de compétitivité qui accordent au pays un avantage comparatif par rapport à ses concurrents. Ce changement au niveau des critères de compétitivité était une conséquence normale et prévue du démantèlement de l'accord multi-fibres, un démantèlement qui a changé la nature de demande des consommateurs, qui sont devenus plus exigeants devant une offre plus abondante et plus variée”, indique la note de l'APII.

Tunisie – FTTH : Après le divorce, vient le temps de nouvelles ambitions

4 janvier 2018

On dit toujours que la première étape dans la résolution d'un problème est de faire reconnaître qu'il y en a un. C'est cette vertu cardinale qui a conduit à la création de la Fédération tunisienne du textile et de l'habillement (FTTH).



Par Nafaa Naifer

Durant ces dernières années, le secteur du textile et de l'habillement n'a cessé de perdre du terrain. Ce secteur qui, il n'y a pas si longtemps, constituait la locomotive du développement économique du pays, n'a pas bénéficié du soutien tant attendu des pouvoirs publics pour faire face aux multiples défis qu'il affronte depuis au moins une décennie.

Il a subi de plein fouet le recul de la croissance économique mondiale né de la crise financière internationale de 2008. Il a subi de plein fouet les conséquences de la révolte de janvier 2011 et le climat d'incertitudes politiques, de l'instabilité sociale et d'errements dans les choix de politiques économiques qui ont prévalu.

Les chefs d'entreprise du textile-habillement ont pris conscience qu'ils n'étaient plus audibles parce que leurs relais de représentation ne les écoutaient plus et, partant, ne pouvaient plus être leur porte-voix ni auprès des décideurs politiques -afin qu'ils freinent leurs appétences fiscales-, ni auprès des partenaires syndicaux -pour qu'ils modèrent leurs revendications sociales-, ni auprès des acteurs financiers -pour qu'ils assouplissent leurs conditions de financement. Ils ont constamment espéré un renversement de cette situation. Mais en vain.

C'est cela qui explique le rassemblement spontané des industriels du textile-habillement au lendemain de l'accord d'augmentation salariale dans le secteur privé entre l'UTICA et l'UGTT...

Le point de non retour a été atteint en mars dernier (2017) avec la signature par l'UTICA -leur organe de représentation-, des salaires dans le secteur privé. Ce fut la goutte qui a fait déborder le vase. Ce fut aussi et surtout l'élément déclencheur d'une reprise en main de la destinée du secteur par ses propres acteurs. C'est cela qui explique le rassemblement spontané des industriels du textile-habillement au lendemain de l'accord d'augmentation salariale dans le secteur privé entre l'UTICA et l'UGTT et le démarrage d'un processus qui aboutira, en mai 2017, au Congrès fondateur de la Fédération tunisienne du textile et de l'habillement (FTTH).

Le Congrès électif du 17 décembre 2017 est venu consacrer l'autonomie et l'indépendance de la structure de représentation du secteur. Ce Congrès est également venu consacrer une nouvelle gouvernance par une représentativité adéquate de son organe de décision qu'est le Conseil national et de son organe de management qu'est le Bureau exécutif.

En termes d'emploi, c'est environ 75% des emplois du secteur. Ce poids donne à la Fédération la vocation d'être un interlocuteur incontournable sur tout ce qui engage l'avenir du secteur.

Ainsi, a-t-on eu le souci de faire représenter au sein de ces deux organes toutes les régions, toutes les activités de la filière (filature, tissage, bonneterie, confection) et toutes les tailles d'entreprises (TPE, PME et grandes entreprise). En tout cas, d'ores et déjà, la FTTH est fière de compter en son sein près de 800 adhérents, soit près de la moitié des entreprises du textile-habillement du pays. En termes d'emploi, c'est environ 75% des emplois du secteur. Ce poids donne à la Fédération la vocation d'être un interlocuteur incontournable sur tout ce qui engage l'avenir du secteur.

L'avenir, c'est à cela que s'attelle désormais la FTTH. Ses organes dirigeants s'y sont d'ailleurs investis avec détermination bien avant le Congrès électif. C'est grâce à la pression de la FTTH que le secteur a pu obtenir une révision du calendrier des augmentations salariales et du report de nouvelles négociations salariales à l'année 2019. C'est grâce à la FTTH que les banques ont accepté d'inclure les résultats du premier trimestre 2017 des entreprises du secteur sollicitant une reconsolidation de leurs échéances de dette et une prorogation des délais de demande dans ce sens jusqu'à la fin de l'année 2017. C'est dans cette perspective que s'inscrit d'ailleurs le programme d'action à venir de la Fédération vis-à-vis du gouvernement, de l'UGTT et aussi de l'UTICA.

La FTTH, par souci de patriotisme, s'inscrit dans une dynamique de relance économique, notamment par l'investissement, la promotion de l'exportation pour participer à l'effort de redressement de la balance commerciale

Vis-à-vis des pouvoirs publics, la FTTH se positionne en soutien à l'action du gouvernement dans sa lutte contre la fraude et la corruption qui font le lit du secteur informel et de l'économie souterraine. Néanmoins, on attend du gouvernement qu'il prête une oreille attentive aux doléances du secteur, à ses avis et ses propositions comme il l'a fait au printemps dernier en annonçant une batterie de mesure en faveur du secteur, qu'il reste par ailleurs à matérialiser rapidement sur le terrain.

La FTTH, par souci de patriotisme, s'inscrit dans une dynamique de relance économique, notamment par l'investissement, la promotion de l'exportation pour participer à l'effort de redressement de la balance commerciale et à la création de nouveaux postes d'emplois.

Vis-à-vis de l'UGTT, la FTTH considère qu'il convient de revoir le modèle de relation avec le partenaire syndical, de le persuader sinon le convaincre de sa coresponsabilité dans la pérennité des entreprises industrielles du textile-habillement du pays, mais plus généralement des entreprises industrielles.

Tenant compte de la nature manufacturière du secteur, il est du devoir des deux parties d'améliorer la situation des employés sans oublier l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

Vis-à-vis de l'UTICA, la FTTH se considère partie intégrante de la grande famille patronale et s'attèle à installer une étroite collaboration avec elle, notamment sur les problématiques transversales de l'industrie. C'est dans ce sens que les membres du bureau exécutif ont entrepris de proposer à l'UTICA un protocole de collaboration et de partenariat visant à sceller une relation durable entre les deux parties.

Aujourd'hui, il ne s'agit plus de ressasser les difficultés et les obstacles du secteur mais de les résoudre et les surmonter. Les textiliens ont la capacité d'affronter la concurrence pour peu que celle-ci ne soit pas biaisée par des mesures anachroniques. Le secteur a le potentiel suffisant pour repartir de l'avant, reprendre ses parts perdues de marché et même de gagner de nouvelles positions de marché, surtout extérieures.

La FTTH en appelle à la bonne volonté de tous les industriels du secteur pour s'inscrire dans ce renouveau économique qu'elle est en train d'entreprendre au profit du textile et du pays en général.

Textile : pour que la Tunisie redevienne 5ème exportateur vers l'UE

Par la Rédaction - 15 Jan 2018



Dans le cadre du renforcement des relations bilatérales entre la Tunisie et la Turquie, la Fédération Tunisienne du Textile et de l'Habillement, l'Ambassade de Turquie en Tunisie et l'Union des Exportateurs de Textile et de Matières Premières d'Istanbul (ITHIB) ont organisé ce lundi 15 janvier à Tunis un Forum de coopération sectorielle dans le domaine du Textile et de l'Habillement entre la Tunisie et la Turquie.

Ce forum, auquel ont pris part l'Ambassadeur de Turquie en Tunisie Omer Faruk Dogan, ainsi que plusieurs hauts responsables du ministère de l'Economie Turc, de la FTTH, de la FIPA, et de l'ITHIB, a pour but le renforcement des relations sectorielles entre les deux pays dans le domaine du textile et de l'habillement entre les deux pays. Dans ce contexte, Omer Faruk Dogan a annoncé qu'un plan de financement de 20 millions de dollars sera débloqué par une banque turque afin de soutenir les investissements tuniso-turcs en Tunisie. Ce plan, poursuit le diplomate, permettra à la Tunisie de reprendre sa place de cinquième exportateur vers l'Union Européenne en matière de

textile. « 20 000 emplois seront à la clé », a-t-il assuré, soulignant que son pays ne souhaite, en aucun cas, être une source de déficit commercial pour la Tunisie.



Il est à rappeler que les échanges commerciaux entre la Tunisie et la Turquie ont augmenté de 16,8 % en 2016, pour un total de 1,1 milliard de dollars, alors qu'une baisse a été observée en 2017. Globalement, l'on constate, entre 2006 et 2016, une augmentation des échanges commerciaux de 283,8 % dans le secteur du textile. Quant aux exportations turques du secteur de textile vers la Tunisie, elles ont baissé de 3,1% pour un total de 176 millions de dollars.

Néanmoins, la baisse de collaboration constatée en 2017 n'est que provisoire. « Après le secteur de l'acier, le textile représente le deuxième secteur pour lequel la collaboration commerciale entre les deux pays est la plus forte. C'est pour cela que nous tenons à être présents avec notre première délégation pour l'année 2018 en Tunisie, pays frère », précise Monsieur Ismail Gulle, président de l'Union des Exportateurs de Textile et de Matières Premières d'Istanbul.

Nul doute que par ces échanges bilatéraux, précédés du séminaire des opportunités d'investissement, les deux pays vont renforcer davantage leur amitié, mais aussi leur collaboration étroite dans le secteur du textile et de l'habillement.



Textile : Sur 5 produits vendus en Tunisie, un seul «made in Tunisia»

📅 02 Jan 2018 | 12:16 📖 ECONOMIE, Tunisie



53



Le chiffre a de quoi surprendre et inquiéter : sur 5 produits textile-habillement vendus en Tunisie, un seul est fabriqué localement.

C'est ce qu'affirme Hosni Boufaden, nouveau président de la Fédération tunisienne du textile et de l'habillement (FTTH).

Pour sa part, Rachid Zarrad, membre du nouveau bureau de la FTTH et responsable de la communication à Sartex, entreprise basée à Ksar Helal (4000 emplois), a révélé qu'un jean produit en Tunisie pour 20 dollars se vend aux Etats-Unis 30 fois plus cher (600 dollars).

Deux enseignements peuvent être tirés de ces deux chiffres: le textile tunisien est compétitif à l'étranger mais il n'est pas capable d'habiller les Tunisiens dont plus de la moitié s'habillent chez les fripiers, les prix des produits locaux étant généralement trop chers et de qualité moyenne.

Espérons que les mesures protectionnistes prévues par la Loi de Finances 2018 (taxation au fort taux de 90% des produits turcs et intensification des contrôles techniques aux ports) pourront réduire un tant soit peu la concurrence que livrent les produits étrangers au secteur du textile-habillement en Tunisie.

Il serait également souhaitable que les textiliens tunisiens mettent à profit la ligne de crédit de 100 millions de dinars tunisiens (MDT) mise à la disposition des banques par le gouvernement dans le cadre de la Loi de Finances 2018 pour financer la restructuration financière des PME en difficulté dont une grande partie est signalée dans la filière textile-habillement.

Il est à rappeler, à cet effet, que pendant les 6 dernières années, quelque 400 entreprises tunisiennes opérant dans ce secteur ont disparu alors que des dizaines d'autres, dont la plupart situées dans les régions intérieures, font toujours face à de grandes difficultés (baisse des commandes et des chiffres d'affaires et accumulation des dettes) et sont menacées de fermeture.

Khémaies Krimi

Last update 12:30 | 10/01/2018

Lack of orders shuts down many garment, textile firms in HCM City

Lot of garment and textile companies have been forced to close down recently because of lacking of contracts. That has badly affected the life of workers who have lost their job in advance of the Tet holidays.



Workers at a footwear company in HCMC (Photo: SGGP)

Since mid 2017, K Garment Company in Linh Trung 1 Export Processing Zone, Thu Duc district has dismissed 800 workers, most of them are old and working in simple phases in the production line with low productivity. Their opportunity to seek new jobs is very little.

Similarly, Shing Viet Company is negotiating to stop labor contracts with 400 workers at Factory No.2 in Truong Tho ward, Thu Duc district because it has met with difficulties in orders and been unable to remain operation.

Fenix Knitting Vietnam has announced to close their plant to do procedures to go bankruptcy, putting 220 workers in the verge of jobless. Adding to the woes, the company has still got into arrears of workers' wages, social insurances and others.

Lot of workers in garment and textile and footwear fields have been in the danger of losing their jobs because the appearance of automated production lines and robots when firms invest in new production technologies.

In fact, many companies have equipped robots to work together with humans in plants or even replace workers in some phases and divisions.

A representative of District 12 based Sakos Joint Stock Company, specializing in making backpacks and hand bags, said that an automated thread cutting machine can replace 4-10 workers in each production shift and a robot can replace nearly 30 assembly workers for three working shifts.

At a seminar in HCMC recently, Mr. Nguyen The Hung, deputy director of the Vietnam Chamber of Commerce and Industry (VCCI) in HCMC, citing data from International Labor Organization said that two third of 9.2 million workers in the garment and textile and footwear industries in Southeast Asia are under threat of Industry 4.0.

In Vietnam, 86 percent of workers in these fields will be badly affected by automation and industrialization waves. Of these, female labors account for a significant number.

The danger might result in heavy damage when these fields provide a large number of jobs for domestic labors.

Many companies have been in the demand of recruiting lot of workers. For instance, Saigon 3 Garment Company has announced recruitment of over 700 workers to expand production scale. Still the company requires applicants to have working skills to operate modern machines.

Director of a garment firm with 8,000 workers in HCMC said that Industry 4.0 has brought lot of challenges besides opportunities. Labor source is a big problem as it has been difficult to find normal workers while Industry 4.0 has higher than normal requirements in the qualification of workers. Once automated production lines are put into operation, workers must adapt to the change by improving their working skills.

Last update 10:56 | 04/01/2018

VN garment sector eyes \$34b exports

Viet Nam's textile and garment industry targets a year-on-year increase of 10 per cent in export value, to US\$34 billion, in 2018.



Apparel products being made by workers at Vinh Tien garment company in the southern province of Vinh Long.

Le Tien Truong, general director of the Viet Nam National Garment and Textile Group (Vinatex), said this target was set despite difficulties in markets at home and abroad. He was speaking at a meeting on reporting Vinatex's results of production and business in Ha Noi on Tuesday.

In 2018, Viet Nam's textile and garment industry will face more competition, while other textile exporting countries in the world plan to maintain their market shares in the world garment market, as well as expand their market shares further, Truong said.

The local textile and garment industry must be careful with the anti-dumping story, he said.

To achieve the target of more than 10 per cent growth in 2018, Vinatex's general director said that the textile and garment industry must make great efforts to focus further on solutions to increase labour productivity.

He said that Viet Nam's textile and garment industry stands at a good position in the world garment market. The major buyers of the world consider Viet Nam as the supply centre and give priority to Viet Nam in supplying garment products to them.

Vietnamplus quoted Truong as saying that "Viet Nam is the world's largest producer of men's and women's suits."

"Moreover, Viet Nam has had experience in converting from a production method of processing to an FOB (free on board) and ODM (original design manufacturer). Now, the processing has reached only 30-35 per cent of production, while FOB has accounted for 55-60 per cent and ODM producing textile and garment products, from designing to finished-products, has occupied 10 per cent," he said.

In addition, the industry should continue to invest in technology development to create stability, sustainability and efficiency in development of the textile and garment industry, he said.

Exports in 2017

Last year, the textile and garment industry gained a year-on-year increase of 10.23 per cent in the export value of textile and garments to \$31 billion, higher than its target set at the beginning of the year at \$30 billion.

Major markets of the United States, the European Union, Japan and South Korea maintained good growth, while there were breakthroughs in exports to other markets such as China, Russia and Cambodia, according to Truong.

The South Korean market jumped to the fourth position, close to the Japanese market, reaching an export value of \$2.7 billion in 2017. Viet Nam's textile and garment exports to China in 2017 reached \$3.2 billion, the same as the export value to Japan.

Meanwhile, Truong said the domestic textile and garment market also gained a year-on-year growth rate of 10 per cent in 2017.

The balance in development of the domestic market and the export market has been an important point for the local textile and garment industry to ensure jobs for the employees and to maintain development of the enterprises, he said.

Vinatex's total revenue increases

During the meeting, Vinatex reported its total revenue in 2017 was estimated to have increased year-on-year at 10.7 per cent to VND45.55 trillion (\$2.02 billion). Of this, domestic sales reached VND10.39 trillion, accounting for 22.8 per cent of the total revenue, 10.6 per cent higher than the revenue in 2016.

The pre-tax profit in 2017 reached VND1.43 trillion, according to the group.

Vinatex set a revenue target of VND48.5 trillion, a year-on-year surge of 6.5 per cent and a pre-tax profit of VND1.45 trillion in 2018.

This year, the group will also implement the divestment, according to the decision of the Prime Minister. The Ministry of Industry and Trade will withdraw its investment at 53.5 per cent of Vinatex's shares from the group this year. — VNS

Rosy outlook for Vietnam's garment trade

VNA Monday, January 15, 2018 - 15:10:00 [Print](#)



Illustrative image (Source: VNA)

Hanoi (VNA) – 2018 is looking rosy for Vietnam's garment-textile industry, with exports forecasted to fetch 33.5- 34 billion USD, up 10 percent year-on-year.

Chairman of Hung Yen Garment Company (HUGACO) said he believes the achievements recorded in 2017, thorough preparations of businesses, and the Government's plan on support industry development will support the industry to achieve robust growth.

According to the Vietnam Textile and Apparel Association (VTAA), at the beginning of 2017, the sector overcome a range of challenges caused by the pending Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership (CPTPP) and the decreasing global demand for apparels.

The industry reversed that trend from the second quarter of the year and ultimately raked in an export turnover of 31 billion USD, representing a rise of 10.23 percent from 2016.

In the year, Vietnam's garment-textile exports to major markets like the US, the EU, Japan, the Republic of Korea and Russia increased by 7.2 percent, 9.23 percent, 6.1 percent, 11.8

percent and 56 percent, respectively.

The growth of the Vietnamese garment-textile sector is rated the highest as compared with that of other garment-textile exporters like China, India, Bangladesh, Turkey and Indonesia.

Duong said garment firms are expected to get more orders in 2018 but suffer pressures caused by dropping garment prices in many markets.

Truong Van Cam, VTAA Vice Chairman, noted that the domestic garment enterprises will have to compete with their rivals from Myanmar, Cambodia and Bangladesh in terms of insurance, land, tax, transportation and customs procedure costs.

Le Tien Truong, General Director of the Vietnam Textile and Garment Group (Vinatex), suggested local garment-textile businesses focus on technological applications, investment attraction and the building of connectivity chains of the VTTA.

Apart from pouring more investments into design, original design manufacturing (ODM) should be increased to 10 percent in order to raise added values of products.

To achieve the two-digit growth target in 2018, VTAA suggested businesses adapt to market changes, expand the domestic market and diversify products, while forming production chains.-VNA

JANUARY 18, 2018 GMT+7

Despite 2nd fastest wage bump in Asia, Vietnamese workers barely make ends meet

By **Ngan Anh** January 6, 2018 | 02:20 pm GMT+7



Workers at a factory in the northern province of Hai Duong. Average wages for laborers in Vietnam remain low, failing to meet their basic daily needs. Photo by AFP

Overtime is the only way some workers can afford to eat.

Asian workers are expected to enjoy the highest real wage rise in the world in 2018, thanks to a growing economy and changes in the region's economic structure, the Nikkei Asian Review reported.

Vietnam is expected to see wage growth of 4.6 percent in 2018, making the country the second best performer in the region after India, according to a recent survey conducted by human resources company Korn Ferry, which tracks 20 million workers in 25,000 organizations in 110 countries.

Salaries in Vietnam are growing strongly as private consumption has emerged as an engine of growth along with manufacturing exports, even though concerns remain over the country's rising private debts and signs of property market bubble, said HSBC.

Despite the sharp rise, average wages for laborers in Vietnam remain low, failing to meet their basic daily expenses.

The average wage for a laborer in Vietnam reached VND5.5 million (\$247.7) per month in the last quarter of 2017, up 7.8 percent over the same period of 2016, according to the General Statistics Office.

"The pay is so poor. My monthly salary is over VND6 million, but after deductions for insurance, I make only a little of more than 5.5 million," Nguyen Thi Chinh, a 30-year-old worker at a woodwork producer in Hanoi's Quang Minh Industrial Park said.

Chinh, who left her home village at the age of 20 to work in the city, said workers in her factory earn much more than the minimum wage, but it is still not enough. She plans to leave her job and return to her family home.

In January, Vietnam raised the minimum wage by around 6.5 percent, equivalent to an additional VND180,000 to VND250,000 per month, the lowest nominal jump ever. The new monthly minimum wage now ranges from VND2.76 million to VND3.98 million.

In a recent survey conducted by Vietnam's Institute of Workers and Trade Unions (IWTU), a third of the 2,600 workers questioned said their incomes were barely sufficient to live on, while 12 percent said their wages simply did not cover living expenses, forcing them to work extra hours.

Vu Minh Tien, deputy director of the IWTU, said 36 percent of laborers work overtime just to be able to afford an extra meal. "Their salaries are too low. Workers do not have enough money to pay rent or raise their children, so they have to work overtime just to be able to afford to eat."

Another survey conducted by the global association for sustainability standards and social accountability ISEAL Alliance found that a wage of at least VND6.4 million (\$290) per month could cover basic living expenses in Ho Chi Minh City. But, the average wage for a worker in the garment sector there is only VND4.8 million.

In Soc Trang Province, a worker needs at least VND3.99 million per month to cover basic necessities, but the average wage for a laborer in the seafood processing sector there is just VND3.2 million.

A Catch-22

Wages for laborers increase following minimum wage hikes set by the government.

Businesses use the minimum wage to calculate salaries for their workers by multiplying the base level by a coefficient assigned to each worker, based on their skills and experience.

Vietnam has been raising the minimum wage every year since 2007, forcing local businesses and foreign-invested firms to raise their wages by an average of 21.9 percent and 15.2

percent per year respectively, according to the Vietnam Chamber of Commerce and Industry (VCCI).

Rapidly rising minimum wages in Vietnam could push workers out of factories, as foreign invested enterprises could leave the country for cheaper labor cost markets, the VCCI said.

According to the Vietnam Institute for Economic and Policy Research, the minimum wage growth has outpaced labor productivity, warning that the former should slow down to match the latter.

Truong Van Cam, vice chairman of the Vietnam Textile and Apparel Association, claimed that raising the minimum wage would lower businesses' profits and reduce competitiveness.

"Raising the minimum wage would also lower work opportunities, especially in remote regions, because if the minimum wage is too high businesses would be unable to pay their workers," Cam said.

In fact, Vietnamese factories' profit margins are being squeezed from the bottom by minimum wage hikes to the top by global buyers.

"The assembly price, for example, for shirts or jeans, which Vietnamese suppliers can get from multinational buyers, has remained largely unchanged for almost a decade – in some cases even lowered," said Chang Hee-Lee, Vietnam country director at the International Labor Organization (ILO).

Experts also doubt that higher wages alone would prompt factories to move overseas where labor costs are lower.

Southeast Asia, including Vietnam, became attractive to manufacturing industries also because of a hardworking labor force and workers' discipline, Forbes quoted Daniel Kostzer, senior regional wage specialist for the ILO, as saying. Even if minimum wage increases continue, those factors may be enough to keep companies in the region, he said.